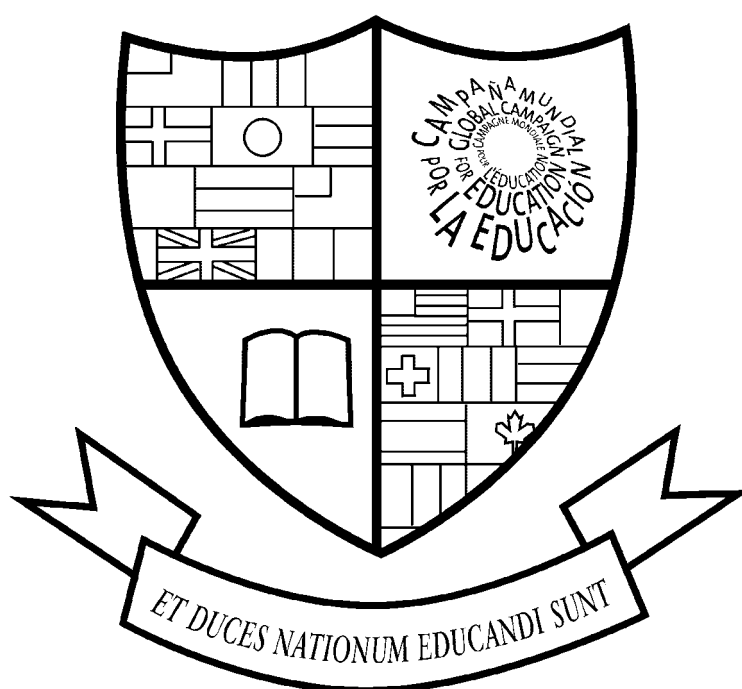


La cible manquée

Un Bulletin scolaire sur la contribution des pays riches à l'Éducation primaire universelle d'ici à 2015



La cible manquée

Un Bulletin scolaire sur la contribution des pays riches
à l'Education primaire universelle d'ici à 2015

PARTIE 1 VUE D'ENSEMBLE

Afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, les pays développés, comme les nations en développement, vont devoir travailler ensemble pour faire plus, plus vite et mieux. L'introduction à notre bulletin scolaire 2005 compare l'aide actuelle à l'éducation de base aux promesses faites en 2000, et examine précisément ce que les pays riches doivent faire pour assurer la réussite de l'objectif d'éducation primaire universelle.

Sommaire

'A ce moment précis de l'histoire, nous devons être ambitieux. Notre action doit avoir la même urgence, et la même ampleur, que les besoins.'

Kofi Annan, In larger freedom: towards development, security and human rights for all (mars 2005).

'Vous avez toujours déclaré que nous, garçons et filles, nous étions l'avenir. Vous l'avez dit avec beaucoup d'enthousiasme, mais dès que vous avez été élu, vous avez oublié vos promesses. Nous ne sommes pas l'avenir, nous sommes le présent.' Dante Fernandez Aguilhar, 13, Pérou.

Il y a cinq ans, par une douce journée de septembre à New York, des chefs d'Etat se sont fixé huit objectifs ambitieux pour mettre fin à la pauvreté dans le monde : les Objectifs du millénaire pour le développement. Parmi ceux-ci, l'un des plus importants était l'éducation primaire universelle. Depuis 1948 déjà, l'éducation de base gratuite a été définie comme un droit pour tous les enfants, mais cette fois-ci, les dirigeants mondiaux ont fait le serment d'en faire une réalité avant 2015. La première étape, promirent-ils, serait d'amener autant de filles que de garçons à l'école avant 2005.

L'éducation, notamment celle des filles, donne aux familles la capacité de briser définitivement le cycle de la pauvreté. Des jeunes femmes ayant bénéficié d'une éducation primaire ont deux fois plus de chances d'échapper au sida, et leurs revenus seront de 10 à 20 pour cent plus élevés par année de scolarité achevée. Des preuves rassemblées depuis plus de 30 ans montrent que l'éducation des femmes est l'arme la plus puissante contre la malnutrition – plus efficace même que d'améliorer l'approvisionnement alimentaire.¹ Sans l'éducation primaire universelle, les autres Objectifs du millénaire pour le développement – stopper le sida, diminuer de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, mettre fin à la famine et à la mortalité infantile inutiles, entre autres – ne seront pas atteints.

L'aide des pays riches à l'éducation produit des résultats. Pendant les cinq dernières années, les frais de scolarité primaire ont été abolis dans de nombreux pays africains, et, face à l'afflux d'enfants dans les écoles, l'aide a permis de fournir des dizaines de milliers d'enseignants et de salles de classes supplémentaires. Les taux d'inscriptions bruts africains ont augmenté et dépassé les 90 pour cent, ce qui signifie au moins 17 millions d'enfants africains supplémentaires, particulièrement des filles, vont maintenant à l'école.

Cependant, malgré des améliorations récentes, plus de 60 millions de filles et 40 millions de garçons sont toujours exclus de l'éducation. Le premier Objectif du millénaire – un nombre égal de filles et de garçons scolarisés avant 2005 – n'a pas été atteint, et selon l'UNICEF, le nombre de filles exclues de l'éducation chaque année dépasse de 9 millions celui des garçons. Pour que chaque fille et chaque garçon puissent bénéficier d'une éducation primaire correcte d'ici à 2015, les taux de progression doivent doubler en Asie du Sud et quadrupler en Afrique.²

Nous sommes donc profondément préoccupés par le fait que l'aide bilatérale et multilatérale à l'éducation de base dans les pays à faible revenu, même si elle a augmenté pour atteindre 1,7 milliard de dollars en 2003, ne représente encore qu'environ un cinquième de ce qui est nécessaire.

Pour environ 5,5 milliards de dollars supplémentaires seulement par an, nous pourrions offrir une éducation gratuite de qualité à *tous* les enfants et débloquer le pouvoir immense de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté. Ce montant représente moins de deux jours et demi des dépenses militaires mondiales. Pour le prix d'un seul missile Cruise lancé sur Bagdad, on pourrait construire 100 écoles en Afrique.³

Il est indispensable que les pays riches soient tenus pour responsables de leurs promesses concernant l'éducation. C'est dans ce but que nous avons réalisé ce rapport, pour évaluer les efforts d'aide des 22 pays industrialisés appartenant à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Notre rapport montre que les pays riches sont toujours très en retard sur les objectifs de financements qu'ils se sont eux-mêmes fixés, même si certains pays, tels la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark obtiennent de bons résultats. En queue de peloton, on trouve l'Autriche, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et l'Italie. Cinq pays du G7 figurent dans la dernière moitié de la classe, avec une note générale de 'D'. Les deux pays les plus riches au monde, les Etats-Unis et le Japon, se morfondent au fond de la classe, fournissant moins de 10 pour cent de leur participation équitable au soutien de l'Education pour tous.

Les pays bailleurs de fonds ont lancé une 'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour tous, IMOA' ('Education for All Fast Track Initiative, FTI') afin de garantir aux pays en développement qui présentent de bonnes stratégies et des plans clairs pour réaliser l'éducation pour tous, qu'ils seront récompensés par une aide plus importante. Ceci correspond à l'engagement pris par les pays bailleurs de fonds en 2000 selon lequel '*Aucun pays sérieusement engagé dans l'éducation pour tous ne verra la réalisation de ses projets contrecarrée par une insuffisance de ressources.*'⁴ A côté des 13 pays qui ont déjà vu leurs plans approuvés et ont commencé à les mettre en œuvre, il y a 38 autres pays dont les plans pourraient être prêts fin 2006. Si tous ces plans étaient financés, l'Initiative de mise en œuvre accélérée pourrait toucher 75 pour cent des enfants exclus de l'éducation dans le monde au cours des prochaines années.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée possède le potentiel pour devenir un partenariat global efficace permettant de réaliser l'éducation gratuite et de qualité pour tous ; elle peut stimuler les pays riches comme les pays pauvres et les aider à faire d'énormes efforts supplémentaires. Mais elle n'a pas encore atteint ce stade : elle touche trop peu de pays en développement, mobilise trop peu de financement supplémentaire et manque de garanties claires et sûres de la part des pays riches. Environ 40% de l'aide supplémentaire promise aux 12 premiers pays de l'Initiative de mise en œuvre accélérée n'est toujours pas arrivée.⁵

Le moment est venu pour les pays riches de lancer un plan ambitieux d'expansion de l'Initiative de mise en œuvre accélérée en promettant au moins 3 milliards de dollars par an pour soutenir les 51 pays partenaires de l'IMOA existants et potentiels, à partir du moment où leurs plans sont approuvés. Ils devraient annoncer aussi un calendrier pour les augmentations de l'aide à venir, afin de distribuer d'ici à 2010 l'intégralité des 5,5 milliards de dollars annuels nécessaires pour réaliser l'éducation primaire universelle dans chacun des 79 pays à faible revenu.

Afin d'atteindre les objectifs, les pays développés comme les nations en développement vont devoir travailler ensemble pour faire plus, plus vite et mieux. Voilà pourquoi il faut que les pays riches soutiennent l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour tous, et engagent suffisamment de ressources pour étendre l'IMOA à tous les pays pauvres qui présentent des plans crédibles et transparents pour atteindre les objectifs d'éducation.

1 Faire plus

Pour le coût de quatre bombardiers Stealth, nous pourrions amener 100 millions d'enfants supplémentaires à l'école

Points et notes finales

Rang dans la classe	Pays	Indicators (each marked out of 20)					Marks out of 100	Final grade (A-F)
		1. Atteindre l'objectif des 0,7%	2. Financer une participation équitable au droit à l'éducation primaire	3. S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	4. Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	5. Providing high-quality aid to education		
1er	Norvège	20	20	20	20	20	100	A
2ème	Pays-Bas	20	20	20	18	17	95	A
3ème	Danemark	20	7	20	20	19	86	B
4ème	Suède	20	10	15	20	19	84	B
5ème	Royaume-Uni	10	11	20	17	18	76	B
6ème	Irlande	11	10	13	20	20	74	B
7ème	Canada	7	15	20	13	10	65	C
8ème	Suisse	11	4	13	15	16	59	C
9ème	Belgique	17	3	9	16	10	55	C
10ème	Finlande	10	6	0	17	15	48	D
11ème	France	12	10	7	5	12	46	D
12ème	Luxembourg	20	0	0	11	10	41	D
13ème	Portugal	6	3	1	16	12	38	D
14ème	Grèce	6	16	0	0	15	37	D
15ème	Japon	6	2	7	10	10	35	D
16ème	Allemagne	8	3	7	7	9	34	D
17ème	Australie	7	6	0	10	8	31	D
18ème	Italie	5	0	1	16	1	23	E
18ème	Espagne	7	3	6	3	4	23	E
19ème	Nouvelle-Zélande	7	5	0	5	5	22	E
20ème	Etats-Unis	4	2	2	10	0	18	F
21ème	Autriche	6	1	1	0	3	11	F

L'aide

Quand il s'agit d'éducation, l'aide fonctionne. Un certain nombre de pays pauvres utilisent une petite partie de l'aide des pays riches, et une grande partie de leurs propres ressources, pour réaliser des progrès impressionnants vers l'Education pour tous. L'aide et l'allègement de la dette aident des pays africains comme le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Bénin, le Malawi et la Zambie à financer l'éducation primaire gratuite pour tous, permettant à des millions d'enfants d'aller à l'école. L'Ethiopie a plus que doublé le nombre des inscriptions depuis 1990. Au Nicaragua, une subvention du Fonds catalytique (un fonds spécial multidonateur) de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, s'élevant à seulement 3,5 millions de dollars, aide à scolariser 70 000 enfants de plus de 6 ans et offre maintenant un repas scolaire quotidien à 800 000 enfants, contre 200 000 en 2004.

Cependant, même ceux qui obtiennent de bons résultats doivent faire plus – beaucoup plus – pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Pour doubler, tripler ou quadrupler leurs progrès afin de réaliser l'éducation de base universelle et de qualité d'ici à 2015, les pays pauvres ont besoin de savoir – en confiance et en toute transparence – que les pays riches vont fournir *l'intégralité des montants* du financement supplémentaire nécessaire pour soutenir ces efforts.

Dans des pays très pauvres, la réussite repose sur une planification soignée et une définition des objectifs sensibles, dans la limite des ressources disponibles. Avec 20 pour cent (voire davantage) de leurs budgets gouvernementaux déjà alloués à l'éducation, beaucoup de ceux qui obtiennent de bons résultats atteignent déjà la limite absolue de ce qu'ils peuvent financer à partir des ressources intérieures du pays et de l'aide existante.

Sans un engagement ferme, sur le long terme, des pays riches, promettant une augmentation importante des ressources, des pays comme l'Ethiopie ne peuvent absolument pas se permettre de prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour atteindre l'objectif de 2015. Comme le fait remarquer le ministre éthiopien de l'Education :

'Dans un pays comme l'Ethiopie, dont la population totale dépasse 65 millions, la réalisation d'une éducation primaire universelle de qualité d'ici à 2015 va demander une énorme quantité d'argent, ainsi que d'autres ressources. Dans la mesure où le gouvernement éthiopien s'est engagé et a attribué une priorité élevée à cet objectif, nous n'allons pas le reporter à plus tard. Néanmoins, la totalité des ressources nécessaires peut se révéler impossible à supporter pour un pays aussi pauvre que l'Ethiopie. Pour atteindre les objectifs fixés dans [la stratégie d'éducation primaire universelle de l'Ethiopie, approuvée par les bailleurs de fonds], il faut que le déficit de financement soit comblé. Mais s'il n'y a pas d'argent supplémentaire, les objectifs ne seront pas atteints.⁶

Le Rapport de suivi de l'Education pour tous de l'UNESCO a estimé que, pour réaliser l'éducation primaire universelle dans l'ensemble des 79 pays à faible revenu, il faudrait 7,1 milliards de dollars d'aide à l'éducation de base par an. Autrement dit, les pays riches doivent apporter 5,6 milliards de dollars de plus que les niveaux de l'année 2000, estimés par l'UNESCO à 1,5 milliard de dollars américains.⁷ Ceci se chiffrerait par une augmentation de 500%.

Cependant, l'aide à l'éducation de base dans les pays à faible revenu n'a augmenté que très modestement depuis l'année 2000 pour atteindre environ 1,7 milliard de dollars en 2003 (dont 875 millions de dollars proviennent de bailleurs de fonds bilatéraux et environ 830 millions de dollars d'organismes multilatéraux).⁸ Après cet effort extraordinairement mou, il manque encore 5,4 milliards de dollars pour que la communauté internationale assure sa participation

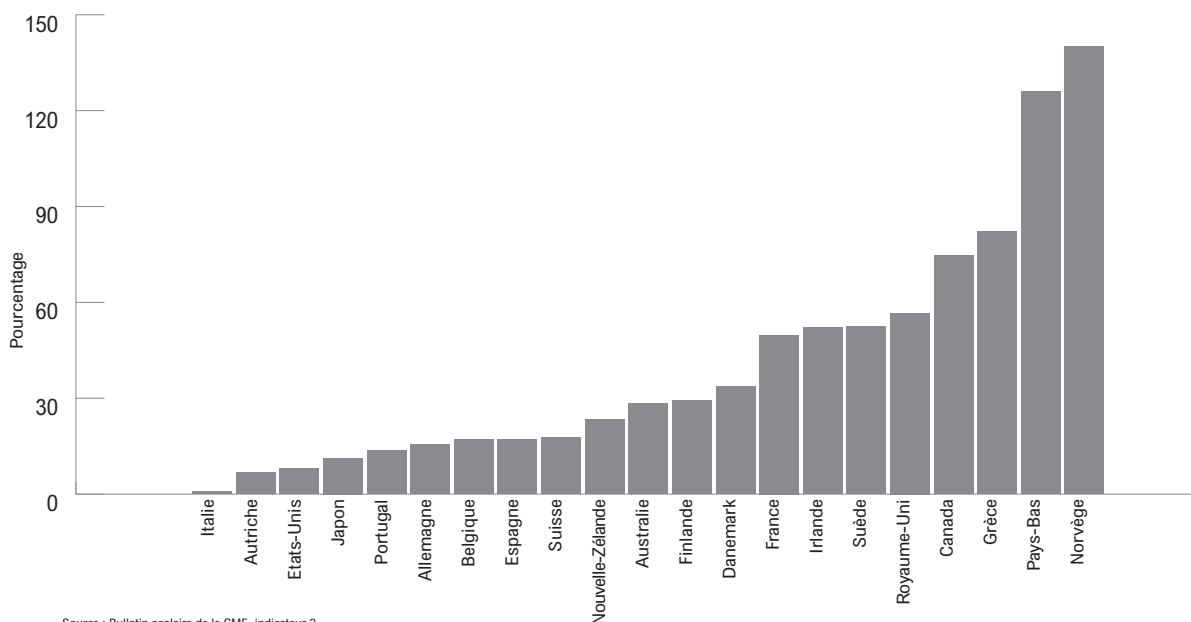
aux coûts prévus pour réaliser l'éducation primaire universelle. Les montants manquants représentent moins de deux jours et demi des dépenses militaires mondiales ou le coût de quatre bombardiers Stealth.

En outre, il faut garder à l'esprit que les 7,1 milliards de dollars correspondant à l'estimation faite par l'UNESCO des besoins globaux de financement, ne couvrent que le strict nécessaire pour fournir une éducation primaire correcte, et l'on suppose donc que chaque dollar de l'aide sert à couvrir des frais de base tels que des enseignants, des livres et des salles de classe. Mais, comme il est démontré plus loin dans ce rapport, la plupart des bailleurs de fonds allouent la part du lion de l'aide à des 'extras optionnels' comme des séminaires, des expertises, et de coûteux projets pilotes à petite échelle. Si ces 'extras' étaient décomptés, l'aide nette à l'éducation de base dans les pays à revenu faible pourrait se réduire à un montant minime de 0,7-0,9 milliard de dollars par an.⁹

Pour pouvoir réaliser l'objectif d'éducation primaire universelle¹⁰, les pays riches doivent atteindre l'objectif de 0,7 pour cent de leur Revenu National Brut alloué à l'aide publique au développement ; ils doivent attribuer une part plus importante de cette aide à l'éducation de base et garantir qu'elle sera dépensée utilement pour couvrir les coûts de fourniture des services de base.

Actuellement, pour chaque dollar de revenu national, les pays riches donnent environ un quart de cent en aide, et l'éducation de base ne perçoit qu'une part de 3 pour cent de ce minuscule gâteau.¹¹ Seuls deux pays, la Norvège et les Pays-Bas, paient leur participation au déficit total de financement pour le droit universel à l'éducation de base, tandis que 13 bailleurs de fonds fournissent moins de 50 pour cent de leur participation au déficit de financement (voir Figure 1). Concrètement, cela veut dire qu'en 2003, chaque citoyen norvégien contribuait à hauteur de 66 dollars à l'éducation dans les pays en développement, alors que chaque citoyen américain ne donnait que 0,55 dollar.¹²

Figure 1. Le discours face à la réalité : Aide à l'éducation de base - pourcentage de la participation équitable de chaque pays au déficit de financement de l'éducation (2003)



Source : Bulletin scolaire de la CME, indicateur 2

Encadré 1 Des promesses à tenir : Nouveaux engagements pour l'éducation de base

Notre rapport utilise les chiffres de l'aide de 2003 car ce sont les données globalement comparables les plus récentes disponibles. La situation a-t-elle évolué depuis lors?



Howard Davies/OXFAM

Augmenter l'aide totale à l'éducation de base

Selon les estimations de la Commission Afrique de Tony Blair, si tous les bailleurs de fonds tenaient tous leurs engagements d'augmenter les niveaux de l'aide, l'aide à l'éducation de base pourrait augmenter de 665 millions de dollars en 2005 – une amélioration significative, mais encore insuffisante pour atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle. Quelques pays traduisent déjà des promesses générales de financement en augmentations précises en faveur de l'éducation, notamment les suivants :

La **Banque mondiale** a plus que doublé ses nouveaux prêts annuels à l'éducation depuis 2000. Les nouveaux prêts pour l'éducation primaire dans des pays à revenu faible ont grimpé de 300 millions de dollars en 2000 à 800 millions de dollars en 2004. De surcroît, 597 millions de dollars en Crédits de soutien à la réduction de la pauvreté (prêts à taux nul) vont fournir environ 86 millions de dollars aux budgets de l'éducation pour huit pays à revenu faible pendant les années fiscales 2004 et 2005.



Le **Canada** a promis en 2002 de quadrupler l'aide à l'éducation de base entre 2000 et 2005, et de doubler son soutien à l'éducation de base en Afrique pour atteindre 81 millions de dollars (100 millions \$CAN) par an en 2005. Il a tenu sa promesse et prévoit d'investir cette année 215 millions de dollars dans l'éducation de base, en comptant les contributions multilatérales ainsi que l'aide bilatérale directe. Environ 17 pour cent de l'aide totale du Canada est alloué à l'éducation et 7 pour cent à l'éducation de base. Près de 37 pour cent de son aide à l'éducation, représentant 80 millions de dollars par an, est attribuée à l'Afrique subsaharienne.



Les **Etats-Unis** ont triplé leur budget d'aide à l'éducation de base depuis 2001, pour atteindre près de 400 millions de dollars pendant l'année fiscale 2005/6 ; une amélioration substantielle, mais qui ne les amène encore qu'à 15 pour cent de leur participation équitable en fonction du PNB. Ils soutiennent l'éducation des filles dans des pays où un grand nombre de filles ne sont pas scolarisées, notamment l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan ; ils ont lancé une Initiative pour l'éducation en Afrique qui va attribuer 70 millions de dollars en 2004-5 sous forme de bourses pour les filles et garçons les plus vulnérables, de formations d'enseignants et en manuels scolaires. Cette initiative a d'ores et déjà permis de scolariser 14 500 filles dans 27 pays africains. Des ressources pour l'éducation peuvent aussi être générées par le Millenium Challenge Corporation (MCC), qui projette de dépenser 1,5 milliard de dollars en 2005 et jusqu'à 3 milliards de dollars en 2006; ceci dépendra cependant des pays sélectionnés pour leur priorité à l'éducation pour le financement du MCC. Les Etats-Unis ont promis d'augmenter le financement du MCC à 5 milliards de dollars dans l'avenir. Ceci entraînerait une augmentation de 50 pour cent de l'assistance au développement des Etats-Unis, qui est actuellement l'une des plus basses au monde en pourcentage du PNB.



La **France** a récemment promis d'augmenter l'Aide publique au développement (APD) à 0,5 pour cent du PNB d'ici à 2007 et à 0,7 pour cent du PNB d'ici à 2012, avec 50% de l'aide supplémentaire destinée à l'Afrique. Elle prévoit d'accroître son aide à l'éducation de base pour atteindre 207 millions de dollars (160 millions €) d'ici à 2007 au lieu de 146 millions de dollars en 2001, mais elle n'atteint encore que la moitié environ de sa participation équitable aux besoins totaux de financement de l'éducation de base.



Le **Japon** estime que, si l'on prend en considération toutes les sources, notamment sa 'subvention pour la sécurité humaine et au niveau local', son aide à l'éducation de base pour l'année fiscale 2004 s'est élevé à 343,5 millions de dollars. Sa participation équitable aux besoins de financement de l'éducation de base représenterait environ 1,1 milliard de dollars par an.



La **Norvège** a augmenté l'aide à l'éducation de base en passant de 10 millions de dollars en 2000 à 80 millions de dollars en 2003. La part de l'éducation s'élève désormais à 15 pour cent du budget total de l'aide de la Norvège, qui a atteint 1 pour cent du PNB. La Norvège a promis également 68 millions de dollars pour soutenir des programmes d'éducation des filles par le biais de l'UNICEF en 2005.



Les **Pays-Bas**, qui ont déjà dépassé l'objectif de 0,7 pour cent du PNB dédié à l'aide, prévoient de presque tripler leur APD à l'éducation de base pour passer de 303 millions de dollars (236 millions €) à 804 millions de dollars (625 millions €) en 2007 – bien au-delà de leur participation équitable fondée sur le PNB.



Le **Royaume-Uni** a promis d'augmenter l'APD à 0,47 pour cent du PNB en 2007-2008 et à 0,7 pour cent du PNB d'ici à 2013. Chaque année, environ 875 millions de dollars (460 millions £) de ces fonds seront alloués à l'éducation, pour atteindre un montant total de 2,6 milliards de dollars (1,4 milliard £) au cours des trois prochaines années. Ceci constitue une augmentation significative par rapport au chiffre 2001 de 155 millions de dollars pour l'éducation (bien que les nouveaux chiffres ne soient pas strictement comparables aux anciens, dans la mesure où ils incluent le soutien indirect à l'éducation par le biais de contributions aux organismes multilatéraux, de soutien budgétaire général et d'allègement de la dette). En 2002, le Royaume-Uni a annoncé un objectif de 1 milliard de livres sterling (1,9 milliards de dollars) par an d'assistance bilatérale directe à l'Afrique d'ici à 2006. Il prévoit aussi d'augmenter substantiellement sa contribution à l'IDA, la branche de la Banque mondiale chargée de l'aide concessionnelle.



La **Suède** a l'intention d'augmenter l'aide à 1 pour cent du PNB d'ici à 2006. Elle n'a pas d'objectif précis pour l'aide au secteur éducatif, mais dédie actuellement environ 8 pour cent de son budget d'aide à l'éducation et prévoit de continuer à accroître l'aide à l'éducation.



L'Union Européenne n'a pas réussi à augmenter l'aide à l'éducation de base en 2003 au-dessus du montant décevant de 291 millions de dollars enregistré en 2000. Néanmoins, à l'occasion de l'examen à mi-période du 9ème Fonds européen de développement (FED), qui couvre la période 2002-2007, des augmentations des allocations financières à l'éducation, s'élevant au total à 140 millions de dollars (109 millions €), ont été proposées. Des interventions sectorielles en cours ont été augmentées de 56 millions de dollars (44 millions €) dans six pays. Suite à la révision, un montant total de 597 millions de dollars (466 millions €) a été programmé pour l'éducation dans les pays APC (Afrique, Caraïbes, Pacifique). L'UE fournit également 2,1 milliards de dollars (1,6 milliard €) en soutien budgétaire général aux pays ACP, soutien lié à la délivrance de services sociaux essentiels, c.-à-d. la santé et l'éducation.

Note : Pour les données qui nous ont été fournies en Euros ou en monnaie locale, nous avons indiqué l'équivalent actuel en dollars américains ainsi que la dénomination d'origine (entre parenthèses). Quand les données sources étaient libellées en dollars américains, nous n'avons pas tenté de les reconverter dans l'équivalent historique de la monnaie locale.

La Dette

Il y a cinq ans, les dirigeants du monde riche ont aussi reconnu que la charge ininterrompue d'une dette impossible à payer entravait les progrès de l'éducation, en déclarant : 'il faudrait en priorité prévoir un allègement plus rapide, plus poussé et plus étendu de la dette et/ou une annulation de la dette, qui doit s'accompagner d'un engagement fort en faveur de l'éducation de base.'

L'allègement de la dette a changé les choses pour les enfants dans les pays qui en ont bénéficié. Les 27 pays qui ont été qualifiés depuis 2000 pour l'allègement de la dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ), ont augmenté les dépenses visant à réduire la pauvreté, notamment celles pour l'éducation de base, de 6,4 pour cent du PIB en 1999 à 7,9 pour cent en 2003. En Tanzanie par exemple, l'allègement de la dette a permis au gouvernement de doubler ses dépenses par habitant pour l'éducation et d'introduire en 2002 une politique d'éducation gratuite et obligatoire, qui a bénéficié à 1,6 millions d'enfants. Le Niger utilise 40 pour cent des ressources dégagées par l'allègement de la dette pour financer son programme d'éducation primaire universelle.

Cependant, l'allègement de la dette reste trop limité et touche trop peu de pays. En 2003, les pays d'Afrique subsaharienne dépensaient encore environ deux fois plus pour le service de la dette que pour répondre aux besoins sociaux de base de leurs populations. Pour qu'ils aient véritablement une possibilité d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, les pays pauvres ont besoin de toute urgence non seulement d'un allègement, mais d'une annulation totale de leur dette.¹³

2 Faire plus vite

D'ici à 2006, si les bailleurs de fonds s'engagent à fournir les ressources nécessaires par le biais de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, plus de 50 pays en développement pourraient commencer à mettre en œuvre des plans pour donner à tous les enfants une éducation de qualité.

Les bailleurs de fonds agissent également de piètre manière lorsqu'il s'agit de garantir que les ressources limitées disponibles pour le développement sont investies pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement. Selon l'économiste Jeff Sachs et ses collègues du Projet du millénaire de l'ONU, moins de la moitié de toutes les aides publiques au développement soutiennent ces objectifs.

C'est dans le secteur éducatif que ceci est le plus évident. Les bailleurs de fonds utilisent une grande partie de leur argent pour financer l'éducation supérieure dans des pays à revenu moyen, tandis que des millions d'enfants souffrent toujours d'une absence totale de scolarité dans les pays les plus pauvres. Par exemple :

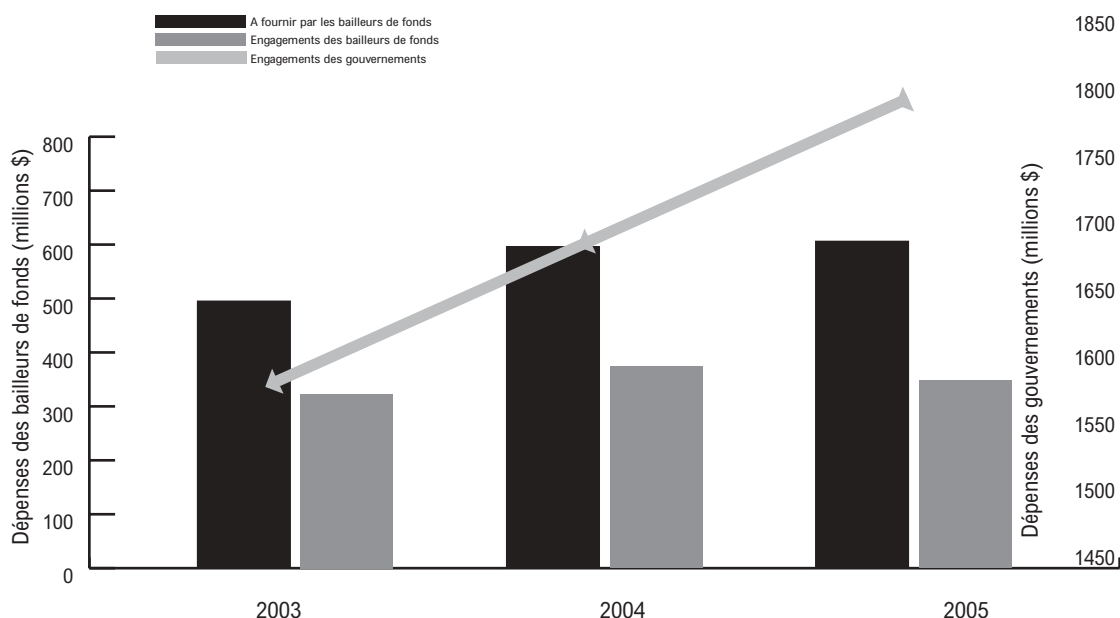
- en 2002, 11% seulement de la totalité de l'aide à l'éducation est allée à l'Asie Centrale et du Sud, bien que ces régions réunissent à elles seules 34% des enfants exclus de l'éducation dans le monde.
- en 2002, 39% seulement de la totalité de l'aide à l'éducation est allée à l'Afrique subsaharienne, qui représente 75% du déficit de financement de l'éducation. L'aide bilatérale à l'éducation de base en Afrique ne s'est élevée en moyenne qu'à 500 millions de dollars par an depuis l'année 2000 – ce qui correspond environ à 4,60 de dollars pour chaque enfant en âge scolaire dans la région.

- Moins de 12 pour cent de l'aide bilatérale à l'éducation atteint les 15 pays ayant le plus grand nombre de filles exclues de l'éducation – malgré la promesse faite par les dirigeants mondiaux d'atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation en 2005.

Ce type de faits consternants explique pourquoi la communauté internationale a lancé en 2002, avec le soutien des dirigeants du G7, l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour tous. Le but était de faire correspondre les financements des bailleurs de fonds avec les besoins des OMD, afin d'inciter les pays pauvres à présenter des plans clairs et crédibles pour atteindre l'éducation pour tous et de leur garantir qu'ils recevront un financement suffisant pour aller rapidement de l'avant. Les 12 premiers pays, dont les plans ont été approuvés par l'Initiative de mise en œuvre accélérée, ont besoin de 600 millions de dollars supplémentaires par an en provenance des pays riches pour mettre ces plans à exécution ; ils supportent actuellement 75% des coûts totaux par eux-mêmes.

Les bailleurs de fonds ont mis beaucoup d'énergie à mener une analyse approfondie des plans, et ont coupé et rogné les budgets des pays [en développement] avec vigueur. Mais, lorsqu'il s'est agi de tenir leur rôle dans la négociation, ils ont laissé les pays [en développement] se débrouiller. Comme le montre la Figure 2, une hausse rapide de l'effort gouvernemental a été accompagnée d'une progression lente et apathique du soutien des bailleurs de fonds. Depuis qu'ils ont bénéficié de l'approbation de l'IMOA, les 12 premiers pays partenaires ont vu le soutien des bailleurs de fonds n'augmenter que marginalement – d'environ 3-4 millions de dollars par pays et par an, ou 350 millions de dollars au total.¹⁴ Scandaleusement, presque 75 pour cent de cette augmentation ont été fournis par un seul bailleur de fonds, les Pays-Bas.¹⁵ Hormis la contribution des Pays-Bas, les 29 autres agences de financement participant à l'IMOA n'ont réussi à rassembler que 16 millions de dollars d'aide supplémentaire l'an dernier – ce qui représente moins que le coût d'un seul nouveau collègue dans un secteur scolaire moyen aux Etats-Unis.¹⁶

Figure 2. Engagement des pays, apathie des bailleurs de fonds :
Déficits de financement dans les 12 premiers pays de l'IMOA, 2003-5



Source : Rapport de suivi de l'EPT-IMOA, nov. 2004

Si l'on examine les programmes plus récents des bailleurs de fonds, on constate que certains pays (dont le Japon et les Pays-Bas) se distinguent par leurs projets de doublement de l'aide aux pays approuvés par l'IMOA, relativement aux niveaux d'aide d'avant l'IMOA. D'autres pays

(Allemagne, Etats-Unis, Espagne, Japon, Royaume-Uni et Finlande) ont mis en place des partenariats avec de 'nouveaux' pays suite à leur approbation par l'IMOA. (voir Encadré 2). En dehors des Pays-Bas, la France est probablement le donateur qui agit le plus dans l'esprit de l'Initiative considérée comme un 'partenariat', en signalant clairement son engagement à soutenir des plans sectoriels dans six pays supplémentaires, à condition qu'ils reçoivent l'approbation de l'IMOA.

D'une façon générale, cependant, la plupart des bailleurs de fonds font bien moins que ce qu'ils pourraient, ou devraient, faire. Au lieu de servir à soutenir – et à développer – le partenariat de l'IMOA, les fonds continuent d'affluer vers les pays traditionnellement favorisés des bailleurs de fonds, reflétant souvent des liens politiques et économiques plutôt que des besoins vis à vis de la réalisation des OMD. En 2003, six pays seulement ont fourni 80 pour cent de leur aide à l'éducation à des pays à revenu faible (Danemark, Irlande, Norvège, Suède, Royaume-Uni et Portugal). Seuls sept pays ont donné plus de 50 pour cent de leur aide à l'éducation à des pays qui comptent moins de 75 pour cent d'inscriptions de filles à l'école primaire (Danemark, Irlande, Suède, Finlande, Italie, Suisse et Australie).¹⁷

Encadré 2: En bonne voie ? Nouveaux engagements pour l'Initiative de mise en œuvre accélérée



Annie Bungeiroth/OXFAM

Les bailleurs de fonds qui participent à l'Initiative de mise en œuvre accélérée ont accepté de promettre davantage d'aide aux pays qui ont mis en place de bonnes politiques permettant d'accélérer la progression vers l'éducation primaire universelle. Dans la mesure où les 13 pays actuels qui y auraient droit n'ont

obtenu l'approbation de leurs plans par l'IMOA qu'en 2004 ou 2004, ils devraient commencer à voir des augmentations significatives de financement des bailleurs de fonds à partir de 2004 ou 2005 – trop tard pour être pris en compte dans la base de données de l'aide du Comité d'aide et de développement (CAD) de l'OCDE, qui a constitué la source principale de ce rapport.

Dans la mesure où le but de l'IMOA est de fournir aux pays partenaires prévisibilité et transparence dans les flux de financement, il est étonnant de constater que le secrétariat de l'IMOA a été lui aussi incapable de fournir des informations sur les engagements récents et futurs de chaque bailleur de fonds envers ces 13 pays.¹⁸ Nous avons pu cependant établir un tableau partiel grâce aux informations fournies individuellement par les bailleurs de fonds. Malheureusement, bien que plusieurs bailleurs de fonds projettent de doubler leur aide à l'éducation de base dans les pays de l'IMOA pendant les deux-trois prochaines années, leurs efforts seront insuffisants à combler le déficit de financement de l'IMOA si d'autres bailleurs de fonds ne les rejoignent pas.



Le **Canada** projette d'apporter environ 20 millions de dollars par an en soutien direct à des plans éducatifs dans cinq pays approuvés par l'IMOA au cours des prochaines années. Il s'est engagé sur trois ans, pour un montant de 13,4 millions de dollars, envers le Nicaragua, l'un des pays de l'IMOA toujours en proie à un déficit de financement. En novembre 2004, le Canada a signé un contrat de cinq ans, s'élevant à 16,2 millions de dollars, pour apporter un financement commun aux plans d'EPT du Honduras. Pendant la période 2004-10, le Canada fournira 13,4 millions de

dollars de financement commun non lié pour l'éducation primaire au Vietnam. Entre 2003 et 2006, il donnera 32,4 millions de dollars au plan sectoriel de l'éducation du Mozambique, la moitié sous forme de financement commun. En 2004 et 2005, il fournira 6,5 millions de dollars au plan sectoriel de l'éducation du Burkina Faso.



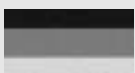
L'Union Européenne a récemment augmenté ses contributions au financement de plans sectoriels au Niger (25,6 millions de dollars/20 millions pour 2005-7) et au Burkina Faso (17,9 millions de dollars/14 millions pour 2005-7), ainsi qu'au Ghana ; elle soutient également le plan sectoriel de l'éducation du Vietnam (15,4 millions de dollars/12 millions € pour 2005-6). Suite à un réexamen de son aide, la Commission européenne prévoit d'assigner 80,6 millions de dollars (63 millions €) supplémentaires de fonds conditionnels provenant du 9ème Fonds européen de développement pour répondre aux besoins des pays de l'IMOA jusqu'en 2007, mais cette allocation doit encore recevoir une approbation finale. Il faut préciser que les fonds d'aide de l'UE proviennent des Etats membres et que ces contributions ne sont pas prises en compte dans nos estimations de l'aide des pays européens à l'éducation de base.



La Finlande apporte son soutien à l'éducation de base dans quatre pays de l'IMOA. Elle prévoit de doubler son soutien au Mozambique (de 12,8 millions de dollars/10 millions € en 2003-5 à 25,6 millions de dollars/20 millions € en 2006-9) et d'augmenter significativement son aide à l'Ethiopie (actuellement 12,8 millions de dollars/10 millions € pour la période 2003-6). Elle fournit aussi environ 0,64 million de dollars/0,5 million € par an pour financer l'éducation bilingue dans le cadre de la politique de l'IMOA au Nicaragua et au Honduras – ajoutant ainsi le Honduras à sa liste de pays partenaires pour la première fois. Il est possible que la Finlande augmente encore davantage les allocations à tous ces pays.



La France a annoncé en 2003 qu'elle fournirait 83,2 millions de dollars (65 millions €) sur trois ans à quatre pays africains sélectionnés par l'IMOA. Ceci inclut : 10,6- millions de dollars (8,2 millions €) pour la mise en œuvre du plan IMOA de la Mauritanie entre 2002 et 2005 ; 9 millions de dollars (7 millions €) sous forme d'un allègement bilatéral supplémentaire de la dette, ciblé sur les activités de l'IMOA ; 32 millions de dollars (25 millions €) pour le Burkina Faso entre 2004 et 2007, le tout en soutien du budget sectoriel ; et 29 millions de dollars (22,5 millions €) destinés au Niger pour la période 2004-2007, dont presque la moitié en soutien du budget sectoriel. En outre, des subventions pour des programmes sectoriels sont envisagées pour le Bénin, Madagascar, le Tchad, le Sénégal, le Cameroun et le Mali, à condition que leurs plans reçoivent l'approbation de l'IMOA. Ces pays pourraient bénéficier de 5-8 millions de dollars (4-5 millions €) par an.



L'Allemagne va fournir une subvention ponctuelle de 7,7 millions de dollars (6 millions €) pour aider à combler le déficit de financement au Niger. Elle a significativement développé son soutien à l'éducation de base au Mozambique depuis que ce pays a obtenu l'approbation de l'IMOA.



Le Japon prévoit de presque doubler ses contributions à neuf pays approuvés par l'IMOA, en passant d'un montant total de 25,3 millions de dollars en 2004 à 48,4 millions de dollars en 2005 et a pris en 2005 des engagements envers quatre autres pays de l'IMOA qui restent encore à préciser. Il est intéressant de mentionner que le Japon va doubler sa contribution au Nicaragua en 2005 (jusqu'à 12,6 millions de dollars) et à l'Ethiopie (2,3 millions de dollars), tout en allouant de nouvelles subventions à la Mauritanie (7,8 millions de dollars) et au Burkina Faso (8,9 millions de dollars). Au Vietnam, à l'aide 2004 de 5 millions de dollars pour l'éducation de base, le

Japon ajoute une contribution de 18,2 millions de dollars au budget général du gouvernement, dont une partie est dédiée à l'éducation de base ; le Japon a aussi consenti un allègement bilatéral de la dette à cinq des pays de l'IMOA.



Les **Pays-Bas** sont à l'origine de 40 millions de dollars sur les 49 millions de dollars déboursés en tout par le Fonds catalytique de l'IMOA en 2004. Ils ont promis 200 millions de dollars (155 millions €) supplémentaires au Fonds pour la période 2005-2007. En dehors du Fonds catalytique, les Pays-Bas ont déboursé 31 millions de dollars (24,2 millions €) l'an dernier pour quatre pays approuvés par l'IMOA (Ethiopie, Mozambique, Yémen et Burkina Faso). Ils prévoient de doubler leur contribution annuelle à ces pays en 2005-7 pour atteindre une moyenne de 62 millions de dollars par an, envisagent un partenariat silencieux avec un autre bailleur de fonds pour aider le Ghana à combler un déficit annuel de financement de 15 millions de dollars et s'efforcent de trouver des moyens de garantir un financement durable aux six pays qui ont bénéficié des subventions du Fonds catalytique.



La **Norvège** n'a pas encore précisé dans quelle mesure ses augmentations récentes de l'aide à l'éducation de base bénéficieront aux pays actuels et futurs de l'IMOA, mais elle a réservé 80 pour cent du nouveau montant de l'aide à des pays à revenu faible, principalement en Afrique. En plus de son engagement actuel de 25 millions de dollars sur quatre ans (2004-2007) pour les fonds communs de l'IMOA, elle envisage une contribution supplémentaire au Fonds catalytique, qui pourrait s'élever à 50 millions de dollars.



L'**Espagne** envisage de soutenir des programmes d'éducation primaire universelle dans deux pays au moins de l'IMOA, probablement par le biais d'une subvention au Fonds catalytique. Le montant n'a pas été annoncé à l'heure où nous mettons sous presse.



La **Suède**, la Belgique et l'Italie ont promis de petites contributions au Fonds catalytique de l'IMOA en 2004 et 2005, de l'ordre de 2,5 à 5 millions de dollars chacune. La Suède envisage un engagement supplémentaire de 15 millions de dollars au Fonds catalytique et au Fonds de développement de programmes en 2006-7 et elle va analyser les possibilités de jouer un rôle plus actif dans le secteur éducatif des nouveaux pays approuvés par l'IMOA. La Suède soutient également l'UNICEF et l'UNESCO. L'Italie a promis 32 millions de dollars (25 millions €) pour l'éducation primaire en Ethiopie entre 2003 et 2005.



Le **Royaume-Uni** n'a pas précisé quelle portion des récentes augmentations de son aide à l'éducation serait utilisée pour soutenir le processus IMOA, mais fait remarquer que l'approbation de l'IMOA devrait influencer le soutien anglais à de nouveaux pays – en citant par exemple le premier engagement jamais pris envers le Niger, sous la forme d'un contrat de partenariat passif avec la France, s'élevant à 12,8 millions de dollars (10 millions €) sur trois ans ; ou encore une contribution de 25 millions de dollars au fonds commun destiné au plan sectoriel du Yémen entre 2005 et 2010. Le Royaume-Uni projette d'augmenter ses engagements en l'Ethiopie et au Mozambique, mais nous n'avons pu obtenir aucun chiffre précis. Il a promis aussi des montants peu élevés (17,5 millions de dollars sur trois ans) au Fonds catalytique et au Fonds de développement de programmes de l'IMOA, et envisage un engagement supplémentaire dans le Fonds catalytique



Les **Etats-Unis** sont bailleurs de fonds pour l'éducation de base dans six pays de l'IMOA et ont commencé à soutenir l'éducation pour la

première fois dans deux d'entre eux (Honduras et Yémen). USAID décrit ses programmes au Nicaragua (2,7 millions de dollars en 2005) et au Honduras (3,5 millions de dollars) comme des soutiens aux plans coordonnés par l'IMOA. La candidature de ces deux pays à un financement du Millenium Challenge Corporation fait aussi l'objet d'une étude attentive. Les Etats-Unis soutiennent également des projets d'éducation de base au Yémen, en Ethiopie, au Ghana et en Guinée, mais nous n'avons pas pu établir si ce financement contribue directement au budget du plan sectoriel approuvé par l'IMOA. USAID va bientôt lancer une nouvelle stratégie pour l'éducation qui fournira des informations relatives aux engagements et aux politiques futures, mais ce document n'était malheureusement pas finalisé avant que nous mettions sous presse.

La Banque mondiale, par le biais des prêts (concessionnels) de l'IDA et des Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC ou prêts sans intérêts), aide à financer la mise en œuvre de plans d'éducation de base dans neuf pays de l'IMOA, mais nous n'avons pu obtenir aucune information précise concernant des augmentations de financement prévues pour aider à combler les déficits de financement dans ces pays. La Banque mondiale contribue également à l'IMOA en hébergeant son secrétariat. Il est important de noter que les contributions de la Banque mondiale à l'éducation de base sont financées par les pays actionnaires, et que ceci n'est pas pris en compte dans nos estimations de l'aide totale des pays riches à l'éducation de base.

Note : Pour les données qui nous ont été fournies en Euros ou en monnaie locale, nous avons indiqué l'équivalent actuel en dollars américains ainsi que la dénomination d'origine (entre parenthèses). Quand les données sources étaient libellées en dollars américains, nous n'avons pas tenté de les reconvertir dans l'équivalent historique de la monnaie locale.

La conséquence directe est que, après avoir consacré beaucoup d'efforts à préparer des plans et des budgets minutieux avec les bailleurs de fonds, les 12 premiers pays partenaires de l'IMOA se retrouvent face à un déficit collectif de l'aide s'élevant à près de 300 millions de dollars par an, et un déficit cumulé atteignant presque 1 milliard de dollars pour les trois premières années de leurs programmes d'éducation primaire universelle.¹⁹ En d'autres termes, 40 pour cent de l'aide promise n'est jamais arrivée.²⁰ Au-delà de 2005, le tableau est encore plus incertain; il existe des engagements ponctuels de bailleurs de fonds individuels, mais il n'y a aucune obligation de garantie de la part de la communauté des bailleurs de fonds dans son ensemble, quant à la réponse qui sera apportée aux besoins de financement de l'année prochaine – sans parler des cinq années à venir.

Comme l'explique le ministre de l'Education du Yémen, le manque de fonds et le manque de certitude ont tous deux un fort impact négatif sur les progrès. Les citoyens du Yémen souhaitent que leurs enfants bénéficient des opportunités qu'ils n'ont jamais eues, et font pression sur le gouvernement pour qu'il ouvre le plus grand nombre possible de nouvelles écoles. Le plan approuvé par les bailleurs de fonds de l'IMOA transforme cet impératif politique en un moteur de progrès durable. Il permettra un développement rapide de l'accès [à l'éducation], tout en garantissant une qualité satisfaisante et en permettant la mise en place d'un audacieux programme de mesures pour combler l'immense fossé entre les inscriptions des filles et celles des garçons. Cependant, si les fonds promis pour mettre en place le plan de l'IMOA n'arrivent pas en totalité et de façon prévisible, le Yémen se trouvera alors face à un choix impossible. Il pourra construire des quantités de salles de classe en n'ayant pas les moyens de les doter d'enseignants correctement formés, de manuels scolaires et d'aménagements adaptés aux filles, puis risquer de voir les garçons monopoliser les nouvelles places dans les écoles, les taux d'abandons scolaires monter en flèche et les résultats scolaires s'effondrer. Ou bien, il peut essayer de braver la demande populaire et limiter le nombre d'ouvertures d'écoles jusqu'à ce qu'il dispose d'une garantie de financement appropriée

pour embaucher les enseignants nécessaires et financer le développement à grande échelle de programmes de subvention pour les filles et d'autres mesures en leur faveur.

D'une manière ou d'une autre, il y aura beaucoup moins d'enfants, notamment de filles, qui s'inscriront et qui achèveront l'école primaire avec des résultats scolaires acceptables :

*'Au rythme actuel de progression [sans soutien supplémentaire des bailleurs de fonds], on prévoit que les inscriptions dans le primaire ne vont atteindre que 71 pour cent pour les élèves de sexe féminin d'ici à 2015. Avec les ressources financières actuelles, c'est non seulement la couverture [géographique] ... de l'éducation, mais également les améliorations de la qualité et de l'égalité dans l'éducation [qui resteront] limitées.'*²¹

Adiatou Issaka est une fillette de 12 ans qui vit au Niger, un autre pays de l'Initiative accélérée qui attend toujours de recevoir l'intégralité du financement externe que la communauté des bailleurs de fonds a reconnu comme nécessaire à la mise en œuvre de son plan d'Éducation pour tous. Adiatou ne connaît pas grand-chose au sujet des déficits de financement, mais ce qu'elle sait, c'est qu'elle veut aller à l'école. Mais il n'y a plus de place à l'école locale d'Adiatou. Comme des millions d'autres enfants exclus de l'éducation dans son pays, elle passe ses journées à travailler au lieu d'étudier. Elle pile du grain de millet, ramasse du bois pour le feu et porte l'eau. 'Parfois, le travail est très très dur' déclare-t-elle. 'Je veux apprendre à lire et à écrire'. Selon les projections faites par les bailleurs de fonds eux-mêmes, environ 180 000 enfants exclus comme Adiatou auraient déjà pu bénéficier d'une éducation si le Niger avait perçu l'intégralité des montants de l'aide nécessaire pour mettre en œuvre le plan d'éducation primaire universelle que les bailleurs de fonds ont approuvé il y a deux ans.

Encadré 3 : Laissés pour compte : ce que les pays de l'IMOA pourraient faire avec les millions manquants des bailleurs de fonds

L'**Ethiopie**, un pays dans lequel 70 pour cent de la population ne bénéficie d'aucune forme de scolarité institutionnelle, a amené près de 5 millions d'enfants supplémentaires dans l'éducation primaire au cours des dernières années, mais 5 millions d'autres enfants restent exclus de l'école. Chaque instituteur de primaire a 68 élèves, et au niveau primaire supérieur, moins de 25 pour cent des enseignants ont un certificat professionnel.²² L'Ethiopie estime que ses besoins s'élèvent à 200 millions de dollars par an pour atteindre les objectifs provisoires fixés dans son plan approuvé par l'IMOA, notamment pour faire monter le taux brut d'inscription à 65 pour cent. Ces fonds permettraient de construire 1 481 nouvelles écoles à bas coûts (y compris des 'feeder schools' non formelles et des classes itinérantes pour les pasteurs nomades), de moderniser 1 682 écoles existantes, de s'assurer que chaque élève dispose de manuels scolaires, de fournir aux enseignants peu formés des programmes d'apprentissage à distance, et de procurer un repas scolaire gratuit aux élèves des communautés les plus pauvres.



Rhodri Jones/OXFAM

Le **Mozambique** a plus que doublé les inscriptions d'élèves depuis qu'il a émergé d'une guerre civile dévastatrice en 1992. Les inscriptions dans les premières années de primaire ont augmenté pour passer de 56 pour cent à presque 100 pour cent, et toutes les écoles détruites pendant la guerre, avec d'autres encore, ont été reconstruites. Un nombre équivalent de filles et de garçons entrent maintenant en première année de primaire. En 2003, les bailleurs de fonds ont félicité le Mozambique

pour ses efforts considérables et son engagement déterminé à réaliser l'éducation primaire universelle.

Mais où est l'effort correspondant du côté des bailleurs de fonds ? La Banque mondiale, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Finlande et le Japon ont respecté leurs engagements d'accroissement de l'aide. Mais d'autres ont en fait diminué leurs contributions à l'éducation de base depuis que le Mozambique a rejoint l'IMOA, et le déficit total de l'aide des bailleurs de fonds va augmenter jusqu'à atteindre 200 millions

de dollars l'année prochaine – pas encore suffisamment pour fournir assez d'enseignants et de salles de classes afin d'atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle. En tout, un million d'enfants restent exclus de l'école et pour ceux qui sont scolarisés, il n'y a qu'un seul enseignant pour 67 élèves. Certaines écoles sont si surpeuplées que les enfants doivent venir en trois groupes séparés, chaque groupe d'élèves ne passant que deux ou trois heures par jour en classe. Le pire étant que, avec une épidémie rampante de sida/HIV, le Mozambique va perdre près de 53 000 enseignants d'ici à 2010.²³

Les 138 millions de dollars que les bailleurs de fonds n'ont pas fournis pourraient permettre au Mozambique de construire 11 000 nouvelles salles de classe dont il a terriblement besoin. Conjugué à la campagne de développement des enseignants financée par le gouvernement, ceci permettrait de mettre fin à la nécessité de diviser les classes en trois groupes et faire baisser le taux élèves-professeur à 52:1 dès l'année prochaine.²⁴ Les fonds manquants permettraient aussi de payer des subventions liées à la présence, pour aider 457 000 orphelins du sida à rester scolarisés ; de financer des programmes de prévention du HIV et d'éducation par les pairs dans 8 800 écoles ; et de couvrir les coûts de formation de 1 300 enseignants supplémentaires pour remplacer ceux perdus à cause du sida.²⁵

Le **Yémen** est un pays arabe déshérité, avec un revenu par habitant comparable à l'Inde ou au Lesotho. Seul un enfant yéménite sur deux – et une fille sur trois en milieu rural – fréquente l'école primaire. Le Yémen a développé un plan minutieux pour réaliser l'éducation primaire universelle, qui devrait permettre d'amener près d'un million de filles (et 600 000 garçons) supplémentaires à l'école d'ici à 2015. Par la même occasion, le plan permettrait d'améliorer considérablement la qualité de l'éducation pour tous les enfants, par l'amélioration de la formation des enseignants et la fourniture de livres scolaires supplémentaires. Pour mettre en œuvre les trois premières années de ce plan, le Yémen avait besoin d'un soutien supplémentaire des



baillleurs de fonds d'environ 100 millions de dollars; il n'a perçu jusqu'à présent que 20 millions de dollars (la plus grande partie provenant des Hollandais et de la Banque mondiale). Cet argent a aidé le Yémen à former 14 000 enseignants et à construire 86 nouvelles écoles. La Banque mondiale, le Royaume-Uni et les Pays-Bas réunis vont apporter 121 millions de dollars pendant les cinq années à venir pour aider à financer les besoins du Yémen (notamment l'illettrisme des adultes et l'éducation primaire), mais il reste toujours un manque non négligeable. Il faut encore 11 000 enseignants et 14 000 écoles supplémentaires. Si tous les bailleurs de fonds avaient fourni leur participation équitable, le Yémen aurait déjà pu construire 12 000 des salles de classe supplémentaires nécessaires, équipées d'aménagements pour les filles, comme des toilettes séparées et des cloisons.²⁶



Toby Adamson/OXFAM

Le **Niger** a progressé à grandes enjambées, faisant croître le nombre d'inscriptions de près de 13 pour cent par an entre 1998 et 2003. Il consacre 40 pour cent de son allègement de la dette PPTE à la réalisation de l'objectif d'éducation primaire universelle. Mais le Niger est le pays en paix le plus pauvre du monde et part de très loin : seules 33 pour cent des filles sont scolarisées. Même avec l'allègement de la dette, il existe une limite à ce qu'il peut faire tout seul. Avant l'IMOA, le meilleur résultat que le gouvernement pouvait espérer en étant réaliste, était atteindre d'ici à 2015 un taux d'achèvement du cycle primaire de 75 pour cent pour les filles.

Le ministre de l'Education du Niger a relevé le défi lancé par l'IMOA et a développé une politique claire et globale pour utiliser les ressources supplémentaires des bailleurs de fonds afin d'atteindre 100 pour cent d'achèvement pour les filles en 2015 (80 pour cent en 2012).²⁷ Un million d'enfants de plus devraient bénéficier d'une éducation primaire grâce à ce plan plus ambitieux. Dans leur approbation enthousiaste du plan IMOA du Niger, les bailleurs de fonds ont noté que 'le financement de l'IMOA va permettre au Niger de réaliser des progrès importants en termes d'accès, de couverture, de réduction des disparités et d'amélioration de la qualité'.²⁸

Afin d'atteindre les objectifs provisoires de l'IMOA convenus pour 2006 avec les bailleurs de fonds, plus de 9 000 nouveaux enseignants devaient être recrutés et 8 744 nouvelles salles de classe construites avant fin 2005.²⁹ Mais, de manière incompréhensible, les bailleurs de fonds n'ont apporté que 21 millions de dollars de financement supplémentaire nécessaire pour les trois premières années du plan du Niger, créant un déficit cumulé non comblé de 76 millions de dollars. Des contributions de la France (7,1 millions de dollars par an pendant quatre ans), du Royaume-Uni (4,2 millions de dollars par an pendant trois ans), de l'UE (26 millions de dollars sur cinq ans) et de l'Allemagne (une subvention ponctuelle de 7,7 millions de dollars) vont permettre d'améliorer la situation, mais un effort bien plus important est nécessaire. Selon les propres projections des bailleurs de fonds, près de 180 000 enfants pourraient déjà être à l'école si le Niger avait perçu l'intégralité des montants promis par les bailleurs de fonds de l'IMOA.

Dans leur réticence à soutenir l'IMOA, les bailleurs de fonds manquent aussi une immense opportunité d'accélérer les progrès de l'éducation dans les autres pays à revenu faible du monde. L'IMOA ne touche actuellement que neuf des 73 pays qui risquent de ne pas atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'éducation primaire universelle ou à l'égalité des sexes d'ici à 2015.³⁰ Au moins 38 pays – représentant la moitié des enfants exclus de l'éducation dans le monde – ont le potentiel nécessaire pour lancer des politiques crédibles et chiffrées d'Education pour tous dans les 18 mois à venir, mais il en coûterait près de 3 milliards de dollars par an à la communauté des bailleurs de fonds pour couvrir leurs besoins financiers et ceux des pays partenaires existants. Si les dirigeants des pays riches ne sont pas prêts à s'engager sur ces sommes dès maintenant et en les réglant d'avance, l'IMOA restera une opération de petite envergure, qui n'aura qu'un impact limité sur les 60 millions de filles et les 40 millions de garçons encore exclus de l'éducation.

Tableau 1 : Potential d'expansion de l'IMOA e besoins financiers, 2005-2007

	Statut			Total (51 pays)
	Déjà approuvés (13 pays)	Approbation possible en 2005 (25 pays)	Approbation possible en 2006 (13 pays)	
Pays	Burkina Faso Ethiopie Gambie Ghana Guinée Guyane Honduras Mauritanie Mozambique Nicaragua Niger Vietnam Yémen	Albanie Bangladesh Bénin Bhoutan Bolivie Cambodge Cameroun Tchad Rép. du Congo Djibouti Inde Kenya Lesotho Madagascar Malawi Mali Moldavie Népal Rwanda Sao Tomé Sénégal Sierra Leone Tanzanie Timor Leste Ouganda Zambie	Arménie Bosnie-Herzégovine Burundi Rép. Centrafricaine Congo (RDC) Côte d'Ivoire Dominique Erythrée Géorgie Guinée-Bissau Rép. Kirghize RDP Lao Pakistan	
Nombre total d'enfants exclus de l'éducation (millions)	27.7	>41 (sans compter six pays pour lesquels les données ne sont pas disponibles)	>10.3 (sans compter deux pays pour lesquels les données ne sont pas disponibles)	79
Déficit de financement annuel 2005-2007 (\$US)	0,8 milliard	1,5 milliard	0,8 milliard	3,1 milliards

A dix ans seulement de l'objectif d'éducation primaire universelle, et après avoir déjà manqué l'échéance pour l'égalité des sexes dans l'éducation, les bailleurs de fonds vont-ils finalement prendre les Objectifs du millénaire pour le développement suffisamment au sérieux pour mettre leur argent là où il aura le plus d'impact ? C'est une question que les chefs d'Etat du G7 et les autres dirigeants des pays riches ne peuvent se permettre de reporter plus longtemps.

3 Faire mieux

La priorité pour les pays pauvres, ce sont les livres et les enseignants, non les consultants et la paperasse

Pour scolariser plus de 100 millions d'enfants à travers le monde, les pays ont besoin de toute urgence et à très grande échelle, de salles de classes, de manuels scolaires et d'enseignants. En réalité, estime l'UNESCO, il faut former et embaucher 15 à 35 millions d'enseignants supplémentaires pour atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle de 2015.

En 2000, lors d'une réunion à Dakar pour discuter des moyens de réaliser l'Education pour tous d'ici à 2015, les bailleurs de fonds ont promis de répondre à ces besoins en 'prenant des engagements à long terme et plus prévisibles et ... en étant plus responsables et plus transparents.' Ils se sont engagés à 'coordonner leurs efforts pour fournir une assistance au développement flexible dans le cadre de la réforme sectorielle.'³¹

Depuis lors, quelques bailleurs de fonds ont avancé de façon décisive dans le soutien à un plan et un budget gouvernemental unique pour le secteur éducatif. Ceci a véritablement fait changer les choses en permettant aux pays de mener à bien des réformes audacieuses telles l'abolition des frais de scolarité (voir Encadré 4). Mais, alors que les bailleurs de fonds aiment à prêcher la réforme aux pays en développement, la plupart d'entre eux ont été extrêmement lents à modifier leurs propres pratiques. Une partie trop importante de l'aide à l'éducation ne correspond ni aux besoins ni aux priorités des pays, et n'est ni flexible ni prévisible.

Encadré 4 : La gratuité de l'éducation: comment l'aide a permis de transformer des vies

Selon une enquête de la Banque mondiale, dans 77 des 79 pays à revenu faible, l'éducation primaire n'est pas gratuite. Les parents doivent payer une série de frais et de charges pour envoyer un enfant à l'école, et ces coûts sont souvent trop élevés pour les pauvres.

Il a été prouvé que l'une des meilleures choses que les bailleurs de fonds puissent faire pour accélérer les progrès en direction des Objectifs du millénaire pour le développement, et pour être sûrs que l'argent de l'aide touche ceux qui en ont le plus besoin, c.-à-d. les filles, les orphelins du HIV/sida, les enfants travailleurs et les plus défavorisés, consiste à aider les pays à supprimer ces charges. Selon la Commission du millénaire de l'ONU, l'abolition des frais de scolarité est l'une des dix actions les plus efficaces qui puisse être réalisée aujourd'hui pour sauver des millions de vies et avoir un impact immédiat sur la pauvreté. La Commission Afrique, un groupe de dirigeants africains et d'experts en développement réunis par Tony Blair pour élaborer des stratégies concrètes afin de sortir l'Afrique du piège de la pauvreté, place l'abolition des frais de scolarité parmi ses priorités absolues.

Lorsque le Kenya a aboli les frais de scolarité, des familles qui, auparavant, n'avaient pas les moyens de payer les 133 dollars de frais de scolarité ou les 27 dollars d'uniforme scolaire, ont commencé à envoyer leurs enfants à l'école. Depuis janvier 2003, plus d'1,3 million d'enfants ont pris le chemin de l'école pour la première fois dans le cadre de la politique de gratuité de l'éducation primaire du Kenya. Ceci a fait bondir le niveau national des inscriptions de 5,9 à 7,2 millions. En Tanzanie, les inscriptions nettes dans le primaire sont passées de 57 pour cent à 85 pour cent en un an lorsque les frais ont été supprimés. Des augmentations similaires ont été enregistrées en Ouganda, en Zambie, au Malawi, en Mauritanie, au Bénin et en Inde suite à la suppression de tout ou partie des coûts directs de scolarité dans ces pays.

La suppression des frais constitue un outil particulièrement puissant pour toucher les filles. Avant que le gouvernement ougandais n'introduise sa politique d'éducation primaire universelle et gratuite en 1996, les filles, notamment les plus pauvres, avaient beaucoup moins de chances d'être scolarisées que les garçons. Après avoir supprimé les frais, l'Ouganda a pu combler l'écart de pauvreté dans l'éducation primaire et a maintenant presque totalement compensé la disparité des sexes.

L'abolition des charges liées à l'éducation peut être une question de vie ou de mort dans des pays touchés par le HIV/sida dans la mesure où, comme le fait remarquer UNAIDS, la scolarisation offre aux orphelins du HIV/sida la meilleure chance d'échapper à l'extrême pauvreté et aux risques d'infection [par le virus].³² Des directeurs d'école du Lesotho attribuent le retour de milliers d'orphelins du sida dans les salles de classe à la gratuité de l'éducation.³³

Une politique d'éducation gratuite et obligatoire aide aussi à conforter une demande populaire pour le droit à la scolarisation, et à pousser de façon positive à la fois les gouvernements locaux et nationaux à y répondre. En Inde, un amendement constitutionnel garantissant la gratuité de l'éducation de base a aidé des familles dalits ('intouchables') à rejeter des années de discrimination. Henna Kosar par exemple, avait été renvoyée de son école primaire dans l'état du Rajasthan parce que son père, un pousseur de chariot, n'avait pas les moyens de payer des frais supplémentaires imposés par un comité local d'éducation. Dans le passé, Henna n'aurait eu d'autre choix que de revenir à son ancien travail, la fabrication de bracelets pour 20 Rs. par jour. Mais aujourd'hui, Henna étudie activement pour ses examens de fin d'année, après que des militants des droits de l'enfant aient porté son cas devant la commission nationale des droits de l'homme et qu'ils aient pu faire valoir que cette pratique largement répandue viole la disposition constitutionnelle relative à la gratuité de l'éducation.³⁴

Mais pour que l'éducation gratuite parvienne à gagner, des investissements importants sont nécessaires de la part des gouvernements comme des bailleurs de fonds, afin de permettre aux systèmes éducatifs de faire face à la demande croissante de places dans les écoles, et de s'assurer que la qualité n'en souffrira pas. Le Kenya estime que l'accroissement des coûts liés à sa politique de gratuité de l'éducation s'élève à 138 millions de dollars par an. La Tanzanie évalue avoir besoin de 29 500 nouveaux enseignants et de 35 000 nouvelles salles de classe pour répondre à la demande d'éducation gratuite cette année seulement. Elle prévoit également un développement important de l'éducation non formelle (Non-formal education, NFE) pour atteindre des enfants encore exclus du système éducatif institutionnel. On s'attend à une augmentation des inscriptions dans les centres NFE qui devraient atteindre le chiffre de 900 000 d'ici à 2006, et qui nécessiteront la construction et l'embauche de personnel pour 10 000 centres de ce type. Pour payer tout cela, le ministre de l'Education tanzanien estime avoir encore besoin de 150 millions de dollars supplémentaires de soutien extérieur par an.³⁵

La simple suppression des frais de scolarité risque de ne pas être suffisante pour permettre aux enfants les plus pauvres et les plus défavorisés d'accéder à l'éducation. Une aide complémentaire, sous la forme de repas scolaires gratuits ou de subventions liées à la fréquentation scolaire, pourrait également s'avérer nécessaire. Des programmes alimentaires à l'école, qui ne coûteraient pas plus de 0,25 dollar par enfant par jour, peuvent améliorer les questions de santé tout en augmentant la fréquentation.

Afin de soutenir efficacement la gratuité de l'éducation primaire, les bailleurs de fonds doivent prendre un engagement à long terme et promettre de contribuer directement et généreusement aux coûts de base du système, par des programmes sectoriels ou un soutien budgétaire. Ils doivent être prêts à déplacer des ressources allouées à des projets à petite échelle, gérés par des donateurs, pour les affecter à des besoins majeurs identifiés dans le plan sectoriel du gouvernement – comme l'embauche d'enseignants supplémentaires, la construction de nouvelles écoles et le financement de subventions globales permettant aux écoles de compenser les revenus perdus par la suppression des frais de scolarité. Enfin, ils doivent alléger davantage encore la dette et mettre fin aux conditionnalités macroéconomiques rigides qui freinent trop fortement l'investissement dans le secteur social. En Zambie, par exemple, des limitations, recommandées par le FMI, de la masse salariale du secteur public ont rendu impossible l'embauche de milliers d'enseignants dont le pays avait désespérément besoin pour faire face à l'accroissement des inscriptions suite à la suppression des frais en 2002.

Onze organismes bailleurs de fonds au moins ont pris un engagement politique explicite en faveur de l'éducation primaire gratuite de qualité et de l'abolition de tout ou partie des frais d'utilisation (la France, le Canada, la Suède, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, la Finlande et la Norvège, la Banque mondiale et l'UE).³⁶ Cependant, parmi eux, seuls la France, le Royaume-Uni et la Banque mondiale ont ébauché une stratégie proactive pour promouvoir et soutenir l'abolition des frais d'utilisation. Il est tout aussi important, bien entendu, de traduire les principes en actes en augmentant le financement destiné aux activités de base pour aider des pays à financer une éducation gratuite de qualité. Le Canada, l'UE, la Banque mondiale, l'Irlande, la Finlande et les Pays-Bas font partie des bailleurs de fonds qui ont augmenté significativement leur soutien à des pays qui ont récemment supprimé les frais. Le Canada notamment se distingue par l'accroissement de son aide à la Tanzanie, qui est passée d'un niveau très faible en 2000 à près de 10 millions de dollars par an de financement commun pour le plan national d'éducation pendant la période 2002-7; il a contribué aussi au financement commun ou au soutien du budget sectoriel pour l'éducation primaire gratuite au Kenya, en Ouganda et en Zambie. La subvention d'urgence accordée l'an dernier par les Pays-Bas à la Zambie pour l'aider à résoudre la crise du manque d'enseignants constitue un autre exemple de mise en pratique des principes.

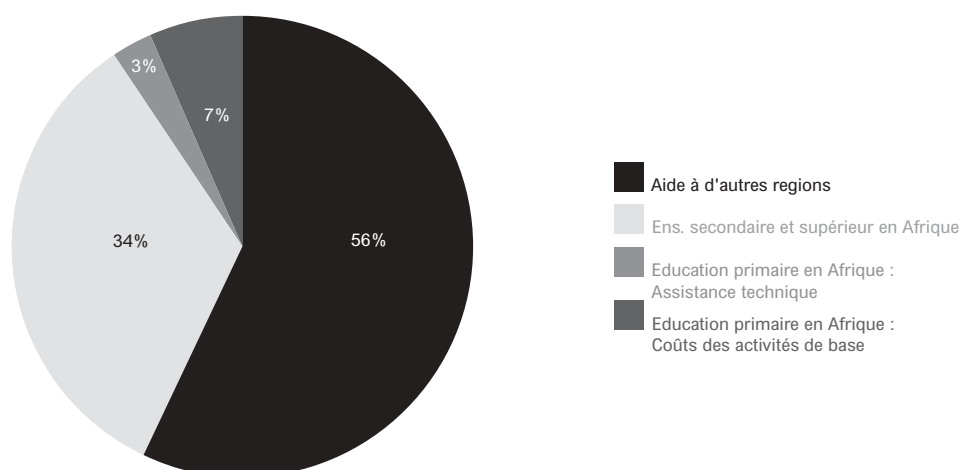
De nombreux bailleurs de fonds préfèrent de loin continuer à fournir aux pays en développement des consultants coûteux plutôt que de les aider à payer des salaires d'enseignants. Onze pays (Canada, Espagne, Autriche, Portugal, France, Nouvelle-Zélande, Australie, Allemagne, Italie, Belgique et USA) fournissent plus de 70 pour cent de leur aide à l'éducation sous forme d'assistance technique : voyages d'études, séminaires, ateliers de renforcement des capacités et conseils stratégiques souhaités ou non. Une grande partie de ceci aboutit à des contrats lucratifs pour des experts étrangers.³⁷ Si une assistance technique de qualité peut se révéler très précieuse, qui, avec un budget de 100 000 dollars pour construire une maison, voudrait dépenser 70 000 dollars en frais d'architecte et se retrouver avec seulement 30 000 dollars pour les briques, le mortier et le travail de construction ? Le Luxembourg, le Danemark, la Suède et l'Irlande adoptent une approche judicieuse en allouant moins de 10 pour cent de l'aide à l'éducation à l'assistance technique.

Beaucoup de temps et beaucoup d'énergie sont perdus par des ministres de l'Education s'efforçant de jongler avec des dizaines de projets et de programmes gérés par les bailleurs de fonds, reposant chacun sur des priorités qui peuvent correspondre ou non avec les propres évaluations de besoins des gouvernements, et imposant chacun leurs procédures financières, leurs demandes de suivi et leurs conditionnalités propres. Même en Ouganda, où les bailleurs de fonds sont réputés pour leurs bonnes pratiques, en 2001 encore, plus de 80 pour cent de l'aide à l'éducation de base arrivait sous forme de projets distincts.³⁸ Au Mozambique également, coexistaient 50 organismes, finançant des centaines de projets séparés et hors budget, ce qui 'compliquait la tâche du gouvernement lorsqu'il s'agissait de fixer des priorités et provoquait d'importants déséquilibres dans l'allocation de ressources, à la fois au niveau géographique et entre sous-secteurs,' comme le fait remarquer le Rapport de suivi de l'EPT de l'UNESCO. Les résultats se sont améliorés depuis qu'un groupe, formé des principaux bailleurs de fonds, s'est mis d'accord pour suivre un planning et un cycle de contrôle unique, et a mis en place un financement commun pour soutenir le plan sectoriel national.³⁹

Les projets des bailleurs de fonds s'appuient souvent sur de coûteux apports étrangers; en Afrique par exemple, des bailleurs de fonds dépensent jusqu'à 24 000 dollars pour construire et équiper une salle de classe, ce qui correspond à trois fois le prix d'une structure construite et équipée localement.⁴⁰ Sept pays (l'Irlande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Finlande, la Belgique, la Suisse et la Norvège) ont délié la totalité, ou presque, de leur aide à l'éducation afin que les gouvernements puissent obtenir les meilleurs rapports qualité prix lorsqu'ils achètent les facteurs de production. Cependant, huit pays (l'Italie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, l'Australie, l'Espagne et l'Allemagne) lient toujours une large proportion de leur aide à l'éducation à l'importation de biens et des services en provenance du pays bailleur de fonds, et parmi eux, deux pays (l'Espagne et l'Autriche) lient plus de 90 pour cent de leur aide et l'Italie lie 100 pour cent de l'aide.

'Si le plan [éducatif du gouvernement] constitue une voie crédible et peu onéreuse d'atteindre l'EPT, et s'il existe un déficit de financement pour la mise en œuvre de ce plan, les projets situés en dehors de ce plan augmentent le coût total de réalisation de l'objectif,' assure un économiste.⁴¹ La Banque mondiale estime que la valeur nette de l'aide de base à l'éducation, c.-à-d. le montant qui correspond au transfert réel de ressources destinées aux services de base dans les pays bénéficiaires – se situe 25-50 pour cent en dessous des chiffres totaux déclarés par les bailleurs de fonds, et qu'il pourrait représenter seulement 0,9 milliard de dollars par an pour l'éducation de base dans les pays à revenu faible. En 2000, c'est un montant minuscule de 3 pour cent de l'aide totale à l'éducation, qui est allée aux coûts des activités de base dans la fourniture de services d'éducation en Afrique (voir Figure 3).⁴²

Figure 3. Transferts de ressources pour l'éducation de base en Afrique, en proportion de l'aide totale à l'éducation (2000)



Source : Banque mondiale et OCDE-CRS

Comme noté plus haut, l'absence de prévisibilité empêche également les pays pauvres de progresser plus rapidement. Comme le met en lumière notre exemple du Yémen, des pays qui se lancent dans des réformes éducatives importantes doivent pouvoir compter sur un financement des bailleurs de fonds pendant une période de 5 à 10 ans (sous réserve de bons résultats soutenus) afin de pouvoir planifier en toute confiance, en sachant que s'ils embauchent davantage d'enseignants, s'ils construisent plus de salles de classe et qu'ils acceptent des millions d'étudiants supplémentaires, ils continueront à avoir de l'argent pour payer tout cela.

Au cours des cinq dernières années, les bailleurs de fonds se sont laissés tenter par un nombre toujours croissant de conférences, de projets de recherches, d'études de cas et de directives visant à améliorer l'efficacité de l'aide, mais il y a eu peu de résultats concrets. La communauté des bailleurs de fonds s'oppose toujours à l'adoption de points de références et d'objectifs précis qui permettraient de réformer l'aide, et il est scandaleux que la récente grande réunion à Paris sur l'efficacité de l'aide ait échoué à adopter un ensemble d'objectifs préliminaires qui avait été proposé. Il est urgent que les 22 pays de l'OCDE approuvent les objectifs préliminaires de Paris et annoncent leur propre plan national spécifique pour s'y tenir.

Enfin, notre étude met une fois de plus en relief le très faible niveau de transparence et de responsabilité parmi les bailleurs de fonds, qui contraste vivement avec leurs demandes de plus grande transparence et responsabilité de la part des pays en développement. Une grande partie de l'aide se situe toujours hors budget et n'est même pas rapportée correctement au gouvernement du pays bénéficiaire. Le système de suivi de l'OCDE est largement perçu comme étant inadapté pour rendre compte pleinement du financement externe de l'éducation, y compris par le biais du soutien budgétaire et des programmes multisectoriels. D'autre part, il n'établit pas de distinction entre l'argent dépensé pour soutenir un plan sectoriel à l'éducation coordonné et géré par un gouvernement, et l'argent alloué à des projets parallèles gérés par des bailleurs de fonds. Même pour les 13 pays de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, les données rassemblées par le secrétariat de l'IMOA sont totalement inadéquates pour évaluer si les bailleurs de fonds apportent un soutien utile au plan sectoriel de chaque pays, et pour juger si les dépenses des bailleurs de fonds sont liées à des objectifs clés répertoriés dans le plan (nombre d'enseignants formés, de salles de classe construites, ou de manuels scolaires distribués). Les bailleurs de fonds comme les gouvernements devraient rendre compte annuellement de leurs contributions financières au plan national d'éducation, des coûts futurs prévus pendant les trois années à venir (avec des

chiffres indicatifs jusqu'en 2015), des engagements actuels de source gouvernementale et des bailleurs de fonds pour couvrir ces coûts, ainsi que des insuffisances de financement prévues qui nécessiteront des engagements complémentaires. Les données relatives aux dépenses et aux engagements devraient être reliées aux objectifs à réaliser. Cette évaluation annuelle des finances et de la performance devrait être coordonnée avec le cycle budgétaire annuel du gouvernement, et toutes les données devraient être à la libre disposition de la société civile.

En mettant leur financement en commun pour soutenir des stratégies nationales d'éducation approuvées par l'IMOA, et en fournissant un compte-rendu transparent sur leurs contributions actuelles et futures à ces plans, les bailleurs de fonds – comme les pays – pourraient rentabiliser leur argent bien plus efficacement.

Conclusion

Grâce à l'Initiative de mise en œuvre accélérée, l'éducation est l'un des seuls secteurs possédant des moyens concrets de relever le défi de Kofi Annan : garantir que les pays en développement ayant 'des stratégies nationales solides, transparentes et responsables ... recevront une augmentation suffisante de l'aide, d'une qualité suffisante et distribuée suffisamment rapidement pour leur permettre d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.'⁴³

Pour les pays riches engagés en faveur de l'éducation, la tâche à accomplir n'a jamais été plus claire. Ils doivent lancer des actions audacieuses pour faire de l'IMOA une initiative véritablement globale et véritablement efficace. Trente-huit pays en développement seraient prêts à aller de l'avant dans les 18 mois à venir, avec des plans solides pour réaliser l'Education pour tous gratuite et de qualité. La première étape immédiate pour les dirigeants des pays riches est de promettre au moins 3 milliards de dollars supplémentaires par an pour soutenir tous ces pays, à partir du moment où leurs plans seront approuvés par l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Dans un deuxième temps, ils devront annoncer un calendrier pour mobiliser avant 2010 l'intégralité des 5,4 milliards de dollars d'aide supplémentaire, qui seront nécessaires pour réaliser l'Education pour tous dans tous les pays à revenu faible.

S'ils prennent ces mesures, plus de 75 pour cent des enfants exclus de l'éducation dans le monde pourront être à l'école et apprendre dans les années à venir, et d'ici à 2015, l'achèvement universel de l'éducation primaire pourrait devenir une réalité au lieu d'être un espoir lointain. S'ils ne font pas cette démarche, la progression restera trop lente pour atteindre les Objectifs de l'éducation du millénaire à temps – et apportera, une fois de plus, peu de changement pour les enfants les plus pauvres de la planète.

'Dans notre communauté, nous n'avons pas de sanitaires et nous devons boire de l'eau croupie. Il n'y a pas de dispensaire. Nous devons travailler tout le temps, même nous les enfants, et il n'y a jamais assez à manger. Ce sont des choses très dures. Mais de ne pas avoir la possibilité d'aller à l'école, voilà le pire. Cela vous donne l'impression que votre futur a déjà été gâché,' déclare Priti, 12 ans, née dans une famille qui travaille gratuitement pour un créancier au Népal.

Lorsque plus de 100 millions d'enfants sont privés d'éducation, ce n'est pas seulement un immense nombre de vies que nous gâchons. Nous gâchons peut-être aussi la meilleure opportunité de mettre fin à la pauvreté dans le monde et d'assurer un futur plus paisible et plus stable pour nous tous. Cette possibilité est à notre portée, nous en avons les moyens – si les pays riches agissent sans délai pour étendre l'Initiative de mise en œuvre accélérée et combler le déficit de financement de l'éducation.

Notes

- 1 Abu-Ghaida, D. et S. Klasen (2004) 'The Economic and Human Development Costs of Missing the Millennium Development Goal on Gender Equity', World Bank Discussion Paper 29710 (Washington : Banque mondiale). Smith, L. et L. Haddad (2001) 'Explaining Child Malnutrition in Developing Countries,' International Food Policy Research Institute Research Report No. 111 (Washington DC : International Food Policy Research Institute). Campagne mondiale pour l'éducation (2004) Apprendre pour survivre : Comment l'éducation pour tous pourrait épargner le virus HIV et le sida à des millions de jeunes (Londres : CME). Psacharopoulos, G. et H. Patrinos (2002) 'Returns to Investment in Education: A Further Update', World Bank Policy Research Working Paper 2881 (Washington : Banque mondiale)
- 2 Basé sur les tendances d'achèvement du primaire 1990-2001, relatées dans le Rapport de situation de l'IMOA, décembre 2004.
- 3 Movement global pour l'enfance (2005) 'But the Children Cannot Wait: What Governments Must Do This Year to Fulfill the Promises Made to Children in the Millennium Declaration and Goals', Mars 2005 (traité).
- 4 Cadre d'action de Dakar, adopté par le Forum mondial sur l'éducation, Dakar, Sénégal, 26-28 avril 2000 (Paris : UNESCO, 2000)
- 5 Selon les objectifs et les budgets triennaux approuvés par les bailleurs de fonds, les 12 premiers pays partenaires de l'IMOA avaient besoin au total de 1,7 milliard d'aide, en plus des 5 milliards de dollars provenant de leur propres ressources, pour financer les trois premières années de leurs stratégies d'EPU (2003-2005). Fin 2004, 1,05 milliard de dollars seulement avait été promis. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'Éthiopie, le dernier pays approuvé, qui est confronté à un déficit financier de près de 200 millions \$ par an. Secrétariat de l'EPT (2004) 'Rapport de situation EPT-IMOA' préparé pour la réunion annuelle de l'EPT-IMOA, 1à-12 nov 2004 (révisé décembre 2004). Comme noté plus haut, des engagements de bailleurs de fonds plus récents peuvent améliorer légèrement la situation pour certains pays mais malheureusement, aucune information complète sur les engagements de 2005 n'était disponible. Voir Encadré 2 pour plus d'informations sur les engagements les plus récents.
- 6 République Démocratique Fédérale d'Éthiopie, Proposition pour l'EPT d'ici à 2015 Financement de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, ministère de l'Éducation, 2002
- 7 Ceci constitue le minimum absolu requis, pour deux raisons. Premièrement, les estimations sous-jacentes sont basées sur des projections très optimistes concernant la capacité qu'auront les pays pauvres à augmenter eux-mêmes leurs dépenses pour l'éducation. Le Projet du millénaire déclare que, dans la mesure où l'éducation consomme déjà une large part des budgets des pays en développement par comparaison à d'autres secteurs vitaux comme la santé, une proportion plus élevée des coûts totaux de l'éducation primaire universelle devrait être financée par des bailleurs de fonds. Deuxièmement, les estimations de l'aide sont basées sur l'objectif ODM de six années d'éducation primaire, considéré par beaucoup comme un point de départ absolument minimal dans la direction de l'Éducation pour tous. Un soutien croissant existe en faveur d'une extension de l'éducation de base universelle à neuf ans de scolarité, et la Commission Afrique estime que l'Afrique a besoin pour elle seule d'une rallonge de 7 à 8 milliards \$ par an des bailleurs de fond pour y arriver. L'éducation préscolaire et l'illettrisme des adultes correspondent à d'autres investissements importants pour la réduction de la pauvreté, qui ne sont pas inclus dans les 7,05 milliards \$ de l'estimation.
- 8 En utilisant la base de données du CAD, nous avons découvert que l'aide bilatérale à l'éducation de base dans tous les pays en développement, y compris les pays à moyen revenu, est passée de 1,1 milliard \$ en 2000 à 1,4 milliards \$ en 2003 en prix constants (ou 1,6 milliards \$ en prix nominaux). Nous avons utilisé les bases de données du CAD-CRS (Creditor Reporting System, Système de notification des pays créanciers) pour étudier l'aide bilatérale à l'éducation de base dans les pays à revenu faible car la base de données du CAD, bien que plus complète, est moins détaillée, et ne donne pas de répartition sectorielle pour les pays à revenu faible. Il est plus difficile encore d'évaluer les flux multilatéraux pour l'éducation de base, car les données du CAD et du CRS concernant les flux multilatéraux par secteur et par sous-secteur sont très insatisfaisantes. La Banque mondiale travaille avec le CAD-OCDE pour améliorer les comptes-rendus relatifs à l'aide multilatérale, mais en attendant, toutes les estimations de l'aide multilatérale à l'éducation de base, y compris la nôtre, doivent être considérées comme provisoires. Sur les conseils des experts de l'OCDE, nous avons utilisé des données DAC-CRS plus détaillées pour étudier les engagements de la plupart des organismes multilatéraux, mais nous nous sommes appuyés sur les données du DAC pour en étudier d'autres dont l'aide est mal prise en compte dans les rapports du CRS. Pour ce second groupe, nous avons supposé que le pourcentage de leur aide à l'éducation de base dirigée vers les pays à revenu faible est identique au pourcentage de l'aide globale qu'ils allouent au pays à revenu faible. Dans tous les cas (bilatéral et multilatéral), nous avons attribué 1/3 de l'aide « niveau d'éducation non précisé » à l'éducation de base. En changeant l'une de ces hypothèses, on aboutirait à une estimation plus élevée ou plus basse. Bien que les résultats de nos Bulletins scolaires en Partie II de ce rapport soient basés sur des prix actuels, qui fournissent une base plus fiable pour comparer les performances année par année. Nous remercions tout particulièrement Laura Gregory de la Banque mondiale pour son aide dans ses calculs, même si nos conclusions diffèrent légèrement des siennes.
- 9 Secrétariat de l'IMOA (2004), 'Rapport de situation EPT-IMOA', préparé pour la réunion annuelle EPT-IMOA, 10-12 nov. 2004 (révisé décembre 2004). Cette évaluation inclut un montant de 0,3-0,5 milliard \$ supplémentaire en soutien budgétaire général attribué à l'éducation de base, mais exclut la coopération technique.
- 10 Par 'éducation primaire universelle', nous entendons achèvement universel d'un cycle primaire complet, ce qui est le but fixé par les Objectifs du millénaire pour le développement et le Cadre d'action de Dakar.
- 11 La part de l'aide bilatérale totale allouée à l'éducation de base a en réalité chuté légèrement depuis notre dernier Bulletin scolaire, passant de 3,4 pour cent en 2001 à 3,2 pour cent en 2003.
- 12 Chiffres de l'aide totale par habitant en Norvège et aux USA tirés de Just1World (2005), 'Development Aid', janvier 2005. Disponible sur : <http://www.just1world.org/development-aid.htm>. Pourcentages de l'aide totale de la Norvège et des États-Unis alloués à l'éducation basés sur des données du OCDE-CAD et du CRS.
- 13 Tous les calculs futurs de soutenabilité de la dette doivent être liés à la capacité d'un pays à lutter contre la pauvreté et à atteindre les OMD, notamment l'éducation primaire universelle. Toute évaluation de la soutenabilité de la dette doit être menée de manière juste et transparente. En pratique, cela signifiera une annulation à 100% de la dette pour la majorité des pays les plus pauvres du monde.
- 14 Aucun chiffre de financement n'est disponible pour l'Éthiopie, 13ème et dernier pays approuvé. Bien que les informations officielles les plus récentes laissent à penser que les 12 premiers pays de l'IMOA ne peuvent compter que sur un accroissement de l'aide totale de seulement 25 millions de dollars en 2005, ces chiffres ont été mis à jour en dernier par le secrétariat de l'IMOA en décembre 2004. Si l'on prend en compte des engagements plus récents (par ex. envers le Niger et le Nicaragua), l'augmentation totale pour 2005 peut avoisiner les 50 millions \$. Cependant, les chiffres totaux cachent le fait que dans certains pays (par ex. le Mozambique et la Guinée), l'aide à l'éducation de base a en réalité chuté de façon significative depuis qu'ils ont obtenu l'approbation de l'IMOA.

- 15 Les Pays-Bas sont les principaux donateurs du Fonds catalytique de l'IMOA, un fonds commun multidonateur géré par la Banque Mondiale, qui fournit des fonds de relais à six pays approuvés dont les plans n'ont pas attiré suffisamment de capitaux de financement bilatéral. L'ironie de la chose est que, bien que le Fonds catalytique ait été conçu à l'origine comme un 'bailleur de fonds de dernier recours', c'est aujourd'hui la seule voie d'accès à des fonds supplémentaires pour la plupart des pays de l'IMOA.
- 16 Coûts moyens pour des nouvelles écoles aux USA, 2003, selon le rapport 'American School & Universities 30th Annual Official Education Construction Report. Consultable sur : <http://66.102.9.104/search?q=cache:dpWMSqt8oqwJ:www.asumag.com/mag/405asu21.pdf+Annual+American+School+%26+University+Education+Construction+Report+&hl=en>
- 17 Cependant, certains bailleurs de fonds, tels la Norvège et le Royaume-Uni, apportent également des contributions importantes à l'UNICEF pour l'aider à financer ses programmes d'éducation des filles dans ces pays. Ces contributions ne sont pas prises en compte dans l'ensemble de données CRS utilisé pour ce rapport.
- 18 Le secrétariat de l'IMOA est parfaitement au courant de la nécessité de fournir de meilleures données de financement, et collabore étroitement avec les pays participants et les bailleurs de fonds pour améliorer les flux d'informations.
- 19 En omettant les besoins de l'Éthiopie, le dernier pays approuvé par l'IMOA qui est confronté à un déficit de financement approchant les 200 millions \$ par an.
- 20 Selon les objectifs et les budgets triennaux approuvés par les bailleurs de fonds, les premiers pays partenaires de l'IMOA, excepté l'Éthiopie, avaient besoin au total de 1,7 milliard de dollars d'aide, en plus des 5 milliards de dollars provenant de leurs propres ressources, pour financer les trois premières années de leurs stratégies d'Éducation primaire universelle. Fin 2004, 1,05 milliard de dollars seulement avait été promis. Comme noté plus haut, des engagements de bailleurs de fonds plus récents peuvent améliorer légèrement la situation pour quelques pays, mais malheureusement, aucune information complète sur les engagements de 2005 n'était disponible.
- 21 Ministère de l'Éducation de la République du Yémen, 'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Plan national convaincant' (République du Yémen, 2002).
- 22 Banque mondiale, Ethiopia Public Expenditure Review, vol I, juin 2004; République Démocratique Fédérale d'Éthiopie, Proposition pour l'EPT d'ici à 2015 Financement de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, ministère de l'Éducation, 2002
- 23 Clarke, D. et D. Bundy (2004) 'The EFA-FTI Fast Track Initiative: Responding to the Challenge of HIV and AIDS to the Education Sector,' octobre 2004 (traité).
- 24 Ministère de l'Éducation de la République de Mozambique, 'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Proposition finale révisée', novembre 2003
- 25 Ministère de l'Éducation de la République de Mozambique, 'Plan d'action du secteur de l'éducation de Mozambique [pour] la prévention et la réduction du sida/HIV', 'Avant-projet 2, 28 février 2003
- 26 Ministère de l'Éducation de la République du Yémen, 'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Plan national convaincant' (République du Yémen, 2002).
- 27 République du Niger, Cabinet du Premier ministre, ministère de l'Éducation, "Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Requête soumise par le Niger," septembre 2002.
- 28 "Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Evaluation de la proposition du Niger", rapport de la réunion entre partenaires techniques et financiers, Niamey, 15 nov. 2002.
- 29 République du Niger, Cabinet du Premier ministre, ministère de l'Éducation, " Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT : Requête soumise par le Niger," septembre 2002.
- 30 UNESCO, 'Education Goals Remain Elusive in More than 70 Countries', Bulletin d'information aux médias, 12 novembre 2002. http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=16856&URL_DO=DO_PRINTPAGE&URL_SECTION=201.html
- 31 UNESCO (2002), Cadre d'action de Dakar.
- 32 UNAIDS/WHO, Report on the Global AIDS Epidemic, Genève: UNAIDS, 2004
- 33 CME, Apprendre pour survivre, op. cit.
- 34 CME, Bulletin électronique, février 2005. http://www.campaignforeducation.org/news/news_full.html#henna
- 35 Gouvernement de Tanzanie (2002), 'Plan sectoriel de l'éducation de Tanzanie'.
- 36 Nous regrettons de n'avoir pu obtenir des informations de tous les bailleurs de fonds au sujet de leurs stratégies sur les frais d'utilisation.
- 37 Rapport de situation EPT-IMOA, novembre 2004.
- 38 Freeman, T. et S. Faure, 'Local Solutions to Global Challenges: Joint Evaluation of External Support to Basic Education', ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, septembre 2003
- 39 UNESCO (2004), Rapport 2005 de suivi global de l'EPT, p. 208
- 40 B. Bruns et al (2003), A Chance for Every Child: Achieving Universal Primary Education by 2015 (Washington : Banque mondiale), p. 121.
- 41 Foster, M., 'Accounting for Donor Contributions to Education for All: How Should Finance Be Provided? How Should It Be Monitored?,' Rapport à la Banque mondiale, février 2004
- 42 B. Bruns et al (2003), A Chance for Every Child: Achieving Universal Primary Education by 2015 (Washington : Banque mondiale) ; 'Rapport de situation EPT-IMOA', novembre 2004.
- 43 Annan, K. (2005), 'In larger freedom: towards development, security and human rights for all' (New York: ONU).

Campagne Mondiale pour
l'EDUCATION
www.campaignforeducation.org

© Campagne Mondiale pour l'Education 2005
Édité par la Campagne mondiale pour l'Education en 2005

5 bd. du Roi Albert II
B-1210, Bruxelles, Belgique
Internet : www.campaignforeducation.org
E-mail : info@campaignforeducation.org

Tous droits réservés. La publication peut être reproduite par n'importe quelle méthode sans honoraires pour recommandation, faisant campagne, et buts d'enseignement, sauf pour la vente et autres buts lucratifs. Le détenteur de droit réservés demande que toute utilisation soit inscrite auprès de son organisme pour l'évaluation d'impact. Pour la copie dans toutes autres circonstances, ou pour la réutilisation ou pour la traduction ou l'adaptation, la permission préalable doit être obtenue par écrit au près de l'éditeur, et des honoraires peuvent être requis.

La cible manquée – Introduction

'A ce moment précis de l'histoire, nous devons être ambitieux. Notre action doit avoir la même urgence, et la même ampleur, que les besoins.' – Kofi Annan, *In larger freedom: towards development, security and human rights for all* (mars 2005).

Il y a cinq ans, par une douce journée de septembre à New York, des chefs d'Etat se sont fixé huit objectifs ambitieux pour mettre fin à la pauvreté dans le monde : les Objectifs du millénaire pour le développement. Parmi ceux-ci, l'un des plus importants était l'achèvement universel de l'éducation primaire. Depuis 1948 déjà, l'éducation de base gratuite a été définie comme un droit pour tous les enfants, mais cette fois-ci, les dirigeants mondiaux ont fait le serment d'en faire une réalité, et ceci avant 2015.

La première étape, promirent-ils, serait d'amener autant de filles que de garçons à l'école avant 2005. Et ils s'engagèrent à augmenter considérablement leur aide à l'éducation de base, en promettant : 'Aucun pays sérieusement engagé dans l'éducation pour tous ne verra la réalisation de ses projets contrecarrée par une insuffisance de ressources'.

Ils ont échoué sur les deux points. Avec 60 millions de filles toujours exclues de l'éducation, l'objectif 2005 d'éducation des filles a déjà été raté. Le manque de ressources a joué un rôle important dans cet échec honteux. L'aide à l'éducation de base dans les pays à revenu faible a augmenté depuis 2000, mais très modestement seulement, atteignant environ 1,7 milliard de dollars en 2003. Sur ce montant, les 22 pays de l'OCDE évalués dans ce rapport ont donné environ 875 millions de dollars.

Après cet effort extraordinairement mou, il manque encore 5,4 milliards de dollars, selon les estimations les plus récentes, pour que la communauté internationale assure sa participation aux coûts prévus pour amener toutes les filles et tous les garçons à l'école. Les montants manquants représentent moins de deux jours et demi des dépenses militaires mondiales ou le coût de quatre bombardiers Stealth.

Seuls deux pays, la Norvège et les Pays-Bas, apportent leur participation équitable au déficit total de financement pour le droit universel à l'éducation primaire, tandis que 13 bailleurs de fonds fournissent moins de 50 pour cent de leur participation. Concrètement, cela veut dire qu'en 2003, chaque citoyen norvégien contribuait à hauteur de 66 dollars à l'éducation dans les pays en développement, alors que chaque citoyen américain ne donnait que 0,55 dollar.

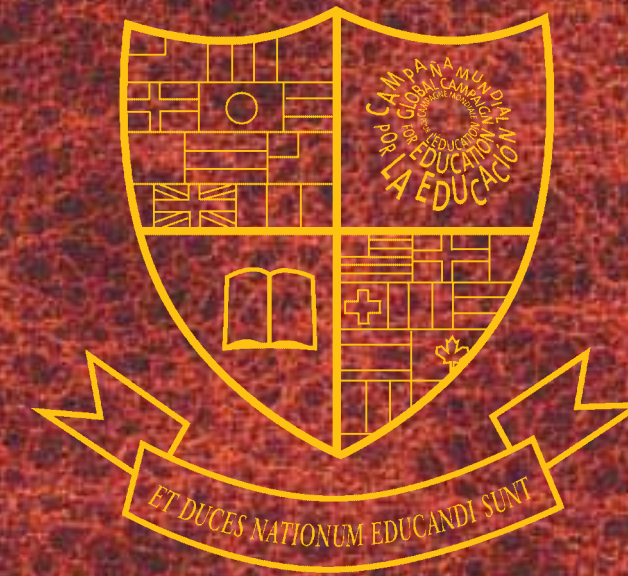
Une éducation de base de qualité pour chaque fille et chaque garçon dans le monde constitue un objectif accessible et abordable, mais trop grand pour que quiconque – quelles que soient sa richesse et sa puissance – puisse l'atteindre tout seul. La tendance la plus inquiétante peut-être, mise à jour dans ce rapport, réside dans le manque de volonté des bailleurs de fonds à travailler ensemble dans l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour tous (IMOA), qui constitue la seule tentative globale coordonnée pour atteindre les objectifs d'éducation. En tant que partenariat entre pays riches et pauvres, l'IMOA est supposée garantir aux pays pauvres qui ont de bonnes politiques et des plans clairs pour éduquer tous les enfants, qu'ils recevront tous les financements externes dont ils ont besoin pour mettre leurs plans en œuvre.

Cependant, à cause du manque de soutien des pays riches, l'IMOA n'est capable de soutenir que 13 pays sur les 51 actuellement éligibles ; et même ces 13 pays-là attendent encore de recevoir un financement suffisant et prévisible. Seuls cinq bailleurs de fonds (Norvège, Canada, Pays-Bas, Royaume-Uni et Danemark) obtiennent les meilleures notes pour leur soutien aux pays de l'IMOA ; neuf pays donnent moins de 10% de leur participation. Des engagements plus récents des bailleurs de fonds envers l'IMOA (non pris en compte dans nos données, mais mentionnés dans la Vue d'ensemble) laissent espérer que l'initiative pourra peut-être enfin recevoir un soutien complet des bailleurs de fonds. Cependant, il est juste de dire que la majorité des pays riches ne fournissent toujours pas les efforts nécessaires pour que ce partenariat mondial réussisse.

En réalité, en dépit des discours sur l'aide aux pays pauvres ayant de bonnes politiques, les pays riches continuent à diriger l'essentiel de leur aide ailleurs. Seuls 39 pour cent de toute l'aide à l'éducation vont à l'Afrique subsaharienne, malgré le fait que cette région représente 75 pour cent du déficit financier global de l'éducation. En 2003, seuls six pays ont donné 80 pour cent de leur aide à l'éducation aux pays les plus pauvres (Danemark, Irlande, Norvège, Suède, Royaume-Uni et Portugal).

Pour atteindre les objectifs de l'éducation primaire universelle et de l'éducation des filles, les pays riches doivent viser plus haut et mieux collaborer entre eux.

Nos bulletins scolaires utilisent des données comparables au niveau international pour juger 22 pays riches sur des buts et des principes qu'ils ont eux-mêmes approuvés : donner 0,7 pour cent du Produit National Brut pour aider les pays en développement ; se concentrer sur l'éducation de base et les pays les plus pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation ; collaborer ensemble pour soutenir les pays ayant de bonnes politiques, notamment ceux approuvés par l'Initiative de mise en œuvre accélérée ; et dépenser l'argent de l'aide avec sagesse, pour les coûts de fourniture des services de base, et non en consultants et en paperasses.



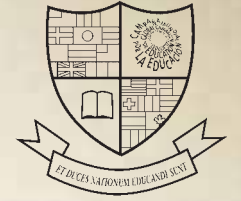
La cible manquée

Bulletin scolaire

Table des matières

Points et notes finales	5
Bulletin scolaire	6
Indicateur 1 : Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	28
Indicateur 2 : Fournir une participation équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire	30
Indicateur 3 : S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	32
Indicateur 4 : Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	34
Indicateur 5 : Fournir une aide de qualité à l'éducation	36
Glossaire	38
Notes et calculs	39
Remerciements	42
Membres régionaux et internationaux	42
Coalitions nationales issues des sociétés civiles	42

Points et notes finales



Rang dans la classe	Pays	Indicateurs (chacun sur 20)					Points sur 100	Note finale (A-F)
		1. Atteindre l'objectif des 0,7%	2. Financer une participation équitable au droit à l'éducation primaire	3. S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	4. Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	5. Fournir une aide de qualité à l'éducation		
1er	Norvège	20	20	20	20	20	100	A
2ème	Pays-Bas	20	20	20	18	17	95	A
3ème	Danemark	20	7	20	20	19	86	B
4ème	Suède	20	10	15	20	19	84	B
5ème	Royaume-Uni	10	11	20	17	18	76	B
6ème	Irlande	11	10	13	20	20	74	B
7ème	Canada	7	15	20	13	10	65	C
8ème	Suisse	11	4	13	15	16	59	C
9ème	Belgique	17	3	9	16	10	55	C
10ème	Finlande	10	6	0	17	15	48	D
11ème	France	12	10	7	5	12	46	D
12ème	Luxembourg	20	0	0	11	10	41	D
13ème	Portugal	6	3	1	16	12	38	D
14ème	Grèce	6	16	0	0	15	37	D
15ème	Japon	6	2	7	10	10	35	D
16ème	Allemagne	8	3	7	7	9	34	D
17ème	Australie	7	6	0	10	8	31	D
18ème	Italie	5	0	1	16	1	23	E
18ème	Espagne	7	3	6	3	4	23	E
19ème	Nouvelle-Zélande	7	5	0	5	5	22	E
20ème	Etats-Unis	4	2	2	10	0	18	F
21ème	Autriche	6	1	1	0	3	11	F



Bulletin scolaire

Nom : Gerhard Schroeder

Pays : Allemagne

Nombre de points : $\frac{34}{100}$

Note générale : D

Rang dans la classe : 16^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	D
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	D
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	D
Fournir une aide de qualité à l'éducation	D

Remarques du professeur

Gerhard est l'un des plus mauvais élèves de la classe, et c'est d'autant plus décevant qu'il pourrait être un exemple pour ses camarades. Il doit notamment s'appliquer à fournir sa participation équitable à l'aide à l'éducation primaire universelle, le domaine dans lequel il est le plus faible. Bien qu'il travaille correctement dans les domaines touchant à la concentration sur les pays les plus pauvres et à l'aide non liée, ses notes générales ont baissé car il ne se concentre pas suffisamment sur l'éducation des filles ni sur la réduction de son budget d'expertise. En tant que candidat potentiel au Conseil de sécurité, il devrait réfléchir sérieusement à sa progression vers l'objectif d'aide convenu au niveau international.



Bulletin scolaire

Nom : John Howard

Pays : Australie

Nombre de points : $\frac{31}{100}$

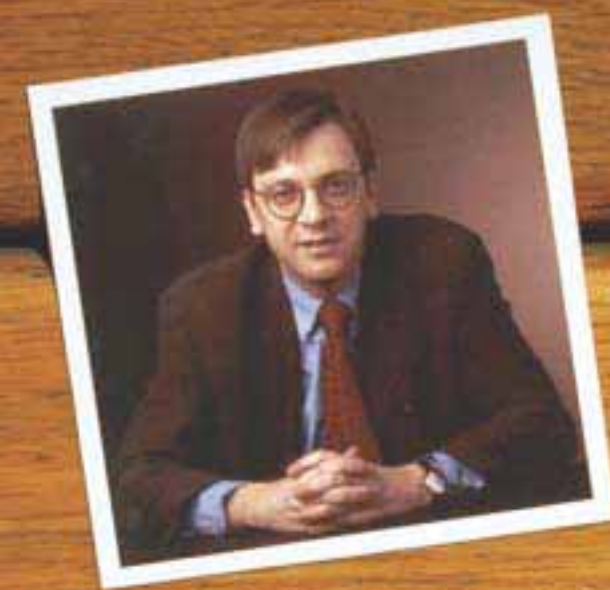
Note générale : D

Rang dans la classe : 17^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	D
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	E
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	E
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	C
Fournir une aide de qualité à l'éducation	D

Remarques du professeur

Médiocre. John a peu progressé depuis son dernier bulletin. Il n'est toujours pas parvenu à la moitié du chemin à accomplir pour atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international. Sa principale difficulté réside dans la collaboration avec les autres, et il montre toujours peu d'intérêt à financer l'Initiative globale de mise en œuvre accélérée. Il a obtenu de meilleurs résultats en concentrant ses efforts sur les pays où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation et en déliant son aide, mais doit encore beaucoup progresser pour respecter ses promesses.



Bulletin scolaire



Nom : Wolfgang Schuessel

Pays : Autriche

Nombre de points : $\frac{11}{100}$

Note générale : F

Rang dans la classe : 2^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	E
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	F
Fournir une aide de qualité à l'éducation	E

Remarques du professeur

Wolfgang est le dernier de la classe ce trimestre. Il a laissé tomber toute concentration de l'Autriche sur l'assistance au pays les plus pauvres et continue à ignorer l'importance du financement de l'éducation. Il va devoir travailler très dur dans toutes les matières s'il veut se remettre au niveau de la classe.

Bulletin scolaire



Nom : Guy Verhofstadt

Pays : Belgique

Nombre de points : $\frac{55}{100}$

Note générale : C

Rang dans la classe : 9^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	B
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	D
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	B
Fournir une aide de qualité à l'éducation	C

Remarques du professeur

Cette fois encore, Guy est prometteur. Il a augmenté son budget global d'aide et délègue toute son aide à l'éducation. Il a été décevant, cependant, en ce qui concerne la fourniture d'un financement adéquat pour l'éducation de base et pourrait faire beaucoup de progrès dans la collaboration avec les autres dans l'Initiative de mise en œuvre accélérée.



Bulletin scolaire

Nom : Paul Martin

Pays : Canada

Nombre de points : $\frac{65}{100}$

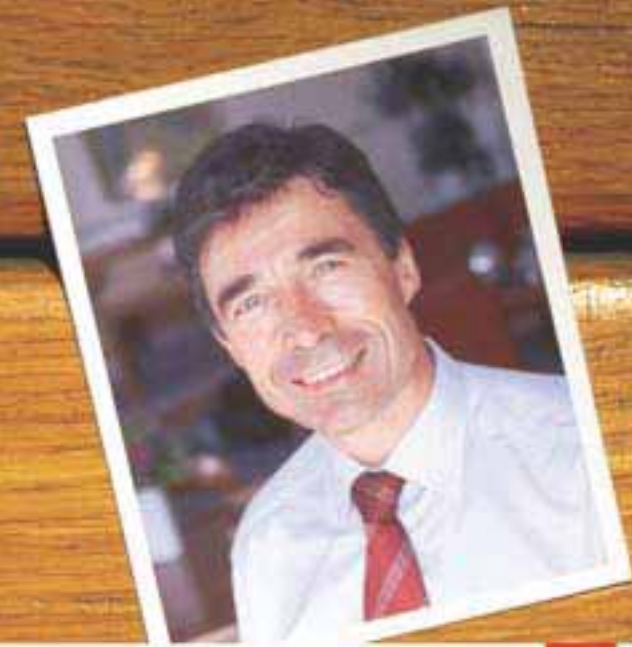
Note générale : C

Rang dans la classe : 7^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	C
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	A
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	C
Fournir une aide de qualité à l'éducation	C

Remarques du professeur

Paul travaille correctement, mais n'est pas encore parmi les meilleurs. Il fait preuve d'une réelle volonté de collaborer avec les autres pour soutenir les pays de l'Initiative accélérée. Il donne l'essentiel de sa participation équitable à l'éducation primaire, concentre l'essentiel de son aide sur les pays les plus pauvres, et délègue une grande partie de son aide. C'est vraiment dommage qu'il donne si peu de son argent, gâchant ses résultats par son manque de générosité.



Bulletin scolaire

Nom : Anders Fogh Rasmussen

Pays : Danemark

Nombre de points : $\frac{86}{100}$

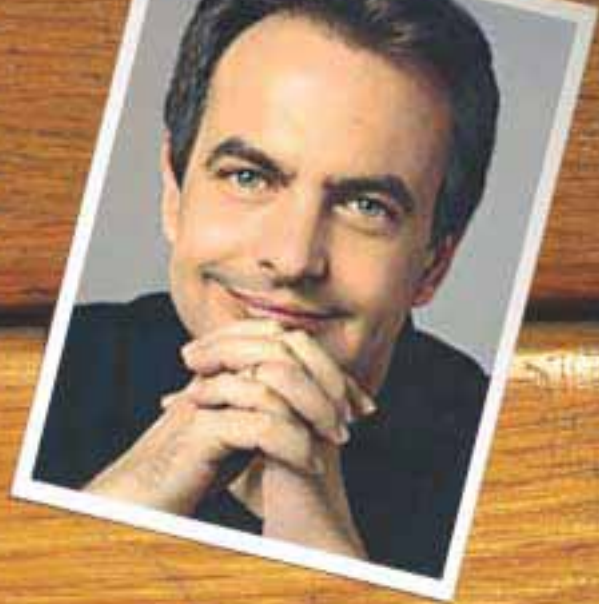
Note générale : B

Rang dans la classe : 3^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	A
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	E
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	A
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	A
Fournir une aide de qualité à l'éducation	A

Remarques du professeur

Anders a d'excellents résultats ce trimestre, et il est le premier de la classe dans la concentration sur les pays pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation. Il a fait un réel effort pour améliorer ses notes. C'est pourquoi il est dommage qu'il se dévalue en fournissant une partie si faible de sa participation équitable à l'éducation primaire, et en dépit de sa note actuelle de A, il réduit son budget d'aide.



Bulletin scolaire

Nom : José Luis Rodríguez Zapatero Pays : Espagne

Nombre de points : $\frac{23}{100}$

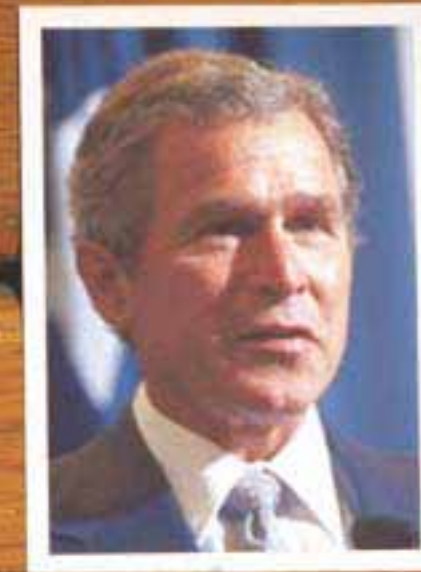
Note générale : E

Rang dans la classe : 18^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	E
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	E
Fournir une aide de qualité à l'éducation	E

Remarques du professeur

José a fait beaucoup de promesses, mais a encore un long chemin à parcourir s'il veut améliorer ses notes. Il est nouveau dans la classe, mais il devrait faire ses preuves dans les trimestres à venir en augmentant la qualité et la quantité de son aide, et en revoquant sa stratégie d'aide à l'éducation. Il s'est engagé à contribuer à l'Initiative de mise en œuvre accélérée, mais doit encore apporter des résultats concrets. On attend beaucoup de José et il devra répondre rapidement et résolument.



Bulletin scolaire

Nom : George Bush

Pays : Etats-Unis

Nombre de points : $\frac{18}{100}$

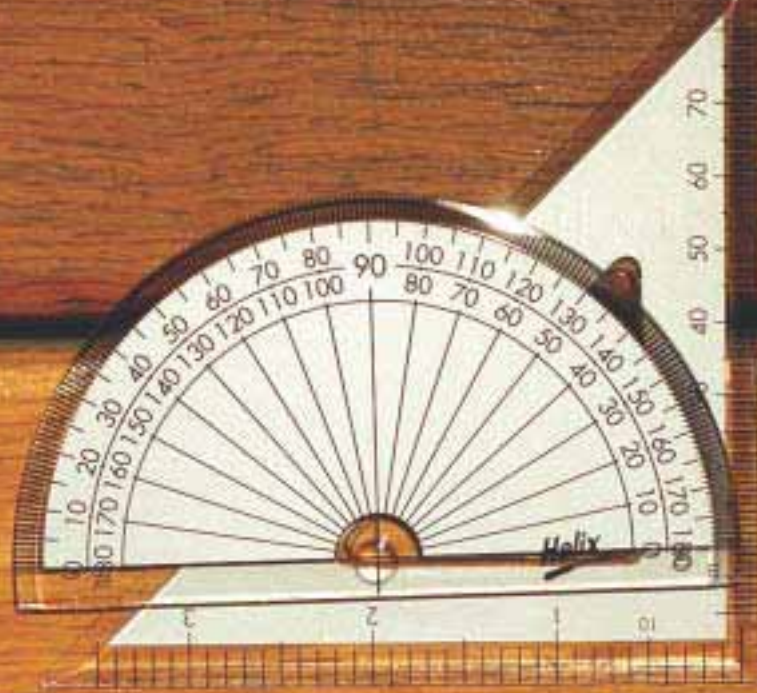
Note générale : F

Rang dans la classe : 20^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	E
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	C
Fournir une aide de qualité à l'éducation	F

Remarques du professeur

George avance à grand pas pour augmenter le financement de l'éducation de base, mais il n'a cependant pas encore atteint son potentiel. Il se concentre davantage sur l'éducation des filles, et obtient de meilleurs résultats pour ce qui concerne la concentration sur les pays les plus pauvres que dans d'autres matières. Pour faire véritablement changer les choses, il doit cependant accroître son assistance à l'éducation primaire et faire connaître quelle est la portion de l'aide qui n'est pas liée.



Bulletin scolaire

Nom : *Matti Taneli Vanhanen* Pays : *Finlande*

Nombre de points : $\frac{48}{100}$ Note générale : *D* Rang dans la classe : *10ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>E</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>F</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>B</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>

Remarques du professeur

Matti continue à reculer derrière ses collègues scandinaves. Ils ont obtenu des résultats bien supérieurs en ce qui concerne l'objectif d'aide reconnu au niveau international et la coordination pour améliorer les résultats. Dans la mesure où il se concentre bien sur les pays les plus pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation et qu'il fournit une aide de qualité à l'éducation, il serait bon qu'il s'engage plus fortement dans d'autres domaines également.



Bulletin scolaire

Nom : *Jacques Chirac* Pays : *France*

Nombre de points : $\frac{46}{100}$ Note générale : *D* Rang dans la classe : *11ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>C</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>D</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>D</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>E</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>

Remarques du professeur

Jacques devrait avoir de meilleurs résultats, au vu de son engagement apparent en faveur du développement. Cependant, il progresse dans le sens de sa promesse d'atteindre en 2012 l'objectif d'aide reconnu au niveau international. Il améliore ses résultats dans deux domaines où il a été faible ce trimestre - fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'éducation primaire universelle et se concentrer sur les pays où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation. Il devrait en outre faire attention au montant de son aide à l'éducation dépensé en expertise et pour les écoles françaises dans les pays en développement.



Bulletin scolaire

Nom : Konstandinos Karamanlis Pays : Grèce

Nombre de points : $\frac{37}{100}$

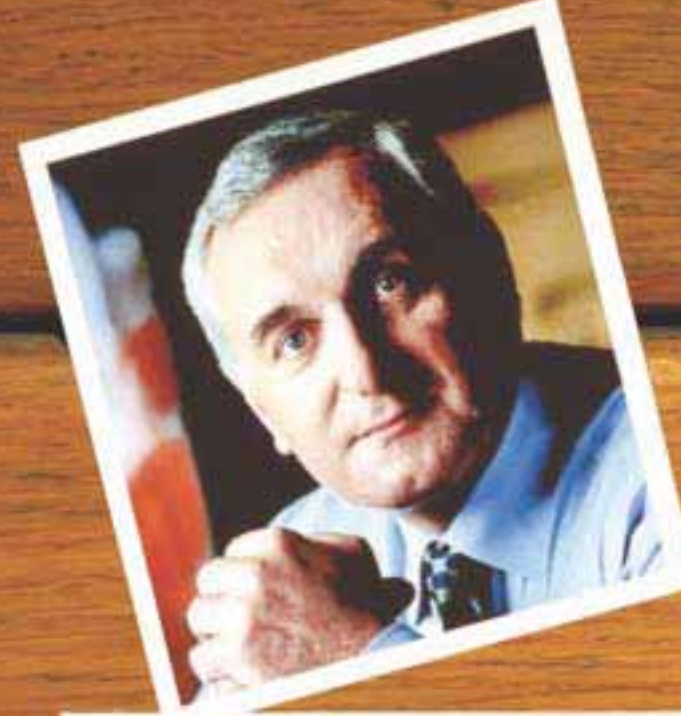
Note générale : D

Rang dans la classe : 14^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	B
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	F
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	F
Fournir une aide de qualité à l'éducation	B

Remarques du professeur

Konstandinos a bien mieux travaillé ce trimestre. Il a vraiment essayé de prendre ses responsabilités à l'égard de l'éducation de base et a fourni une aide de meilleure qualité. Il peut encore progresser, cependant, en se montrant plus généreux dans le budget d'aide et envers les pays les plus pauvres ; ceci l'amènerait dans la moitié supérieure de la classe.



Bulletin scolaire

Nom : Bertie Ahern Pays : Irlande

Nombre de points : $\frac{74}{100}$

Note générale : B

Rang dans la classe : 6^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	D
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	D
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	C
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	A
Fournir une aide de qualité à l'éducation	A

Remarques du professeur

Bertie a manqué l'occasion d'obtenir les meilleures notes en rompant sa promesse d'atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international en 2007. C'est d'autant plus décevant qu'il a très bien travaillé en fournissant une aide de qualité et qu'il s'est vraiment préoccupé des pays les plus pauvres.





Bulletin scolaire



Nom : *Silvio Berlusconi*

Pays : *Italie*

Nombre de points : $\frac{23}{100}$

Note générale : *E*

Rang dans la classe : *18ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>E</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>F</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>E</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>B</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>F</i>

Remarques du professeur

Silvio a encore fait un trimestre médiocre et se retrouve dernier de la classe en ce qui concerne la fourniture d'une aide de qualité à l'éducation. Pourtant, une fois de plus, il a augmenté ses points grâce à une bonne concentration sur les pays les plus pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation.

Bulletin scolaire



Nom : *Junichiro Koizumi*

Pays : *Japon*

Nombre de points : $\frac{35}{100}$

Note générale : *D*

Rang dans la classe : *15ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>E</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>F</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>D</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>C</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>

Remarques du professeur

Junichiro a encore de mauvais résultats partout et, pire encore, il a amputé le budget d'aide depuis le dernier trimestre. S'il souhaite rejoindre le Conseil de Sécurité, il devrait vraiment faire plus attention à cela. Son seul effort a consisté à concentrer l'aide à l'éducation sur les pays les plus pauvres, mais il n'a pas prêté autant d'attention aux pays qui comptent un grand nombre de filles exclues de l'éducation.



Bulletin scolaire

Nom : Jean-Claude Juncker Pays : Luxembourg

Nombre de points : $\frac{41}{100}$ Note générale : D Rang dans la classe : 12ème

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	A
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	F
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	C
Fournir une aide de qualité à l'éducation	C

Remarques du professeur

Jean-Claude pourrait être le premier de la classe s'il le voulait. Il obtient de très bons résultats dans l'atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international, et la concentration sur les pays les plus pauvres, mais il baisse en faisant des erreurs stupides, comme de ne pas fournir ses données concernant l'éducation de base et l'aide liée. De plus, il n'a toujours pas fait de contribution aux pays de l'Initiative de mise en œuvre accélérée.

Bulletin scolaire

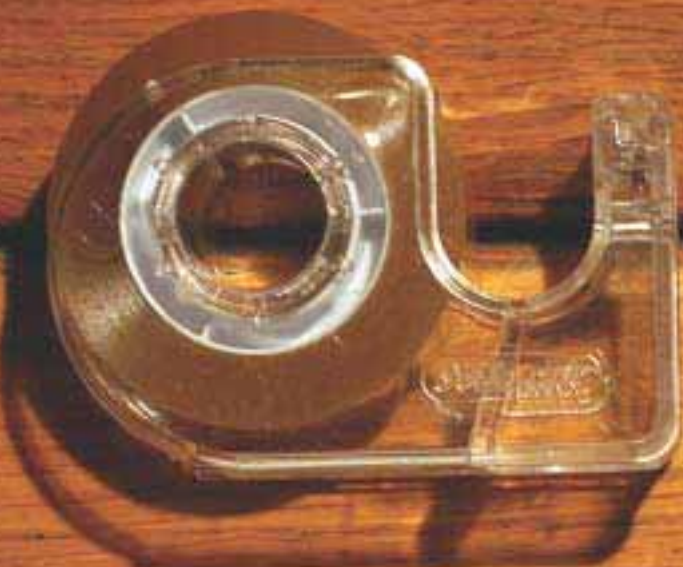
Nom : Kjell Magne Bondevik Pays : Norvège

Nombre de points : $\frac{100}{100}$ Note générale : A Rang dans la classe : 1er

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	A
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	A
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	A
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	A
Fournir une aide de qualité à l'éducation	A

Remarques du professeur

Premier de la classe ! Kjell s'est surpassé pour devenir le premier de la classe, faisant des progrès dans toutes les matières. Il a notamment fait un effort pour améliorer sa part de financement de l'éducation de base et son engagement dans l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Il représente un modèle pour ses camarades de classe.



Bulletin scolaire

Nom : *Helen Clark* Pays : *Nouvelle-Zélande*
 Nombre de points : $\frac{22}{100}$ Note générale : *E* Rang dans la classe : *19ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>E</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>E</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>E</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>E</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>E</i>

Remarques du professeur
Helen a fait un effort, et n'est plus la dernière de la classe. Elle distribue une plus grande part de l'aide à l'éducation de base et divulgue davantage de données, même si ses résultats sont encore médiocres. Elle ne contribue toujours pas à l'Initiative de mise en œuvre accélérée, mais gagne un peu de crédit grâce à son récent engagement envers l'éducation de base dans les Iles Salomon, l'un des Pays les Moins Avancés de sa région. C'est un début encourageant pour perdre sa mauvaise habitude consistant à dépenser trop d'argent pour les consultants et les bourses d'enseignement supérieur.



Bulletin scolaire

Nom : *Jan Peter Balkenende* Pays : *Pays-Bas*
 Nombre de points : $\frac{95}{100}$ Note générale : *A* Rang dans la classe : *2ème*

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>A</i>
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	<i>A</i>
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	<i>A</i>
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>A</i>
Fournir une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>

Remarques du professeur
Les notes de Jan Peter montrent ce qui peut être fait quand un pays le veut vraiment. Il prend son engagement dans l'aide au sérieux, se concentre sur les pays les plus pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation, et soutient les pays de l'Initiative de mise en œuvre accélérée bien au-delà de ce qui est demandé. Il s'est pourtant laissé dépasser par la Norvège, et s'il veut regagner sa place de premier de la classe, il doit prêter davantage d'attention à la concentration sur les pays les plus pauvres où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation, et à la qualité de son aide.

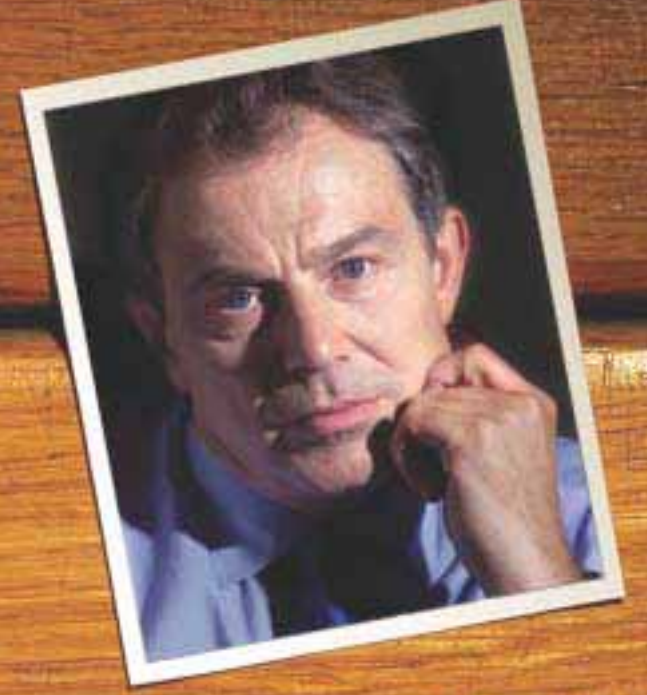


Bulletin scolaire

Nom : José Sócrates Pays : Portugal
 Nombre de points : $\frac{38}{100}$ Note générale : D Rang dans la classe : 13^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	E
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	E
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	B
Fournir une aide de qualité à l'éducation	C

Remarques du professeur
 Quand José s'applique, il obtient de bons résultats - par exemple, en se concentrant sur les pays les plus pauvres et en déliant l'aide à l'éducation. Quand il ne s'applique pas, il obtient des résultats médiocres, dépensant très peu pour l'aide en général et n'apportant qu'un montant réduit de sa participation équitable pour l'éducation de base. Des efforts plus complets et une concentration sur les pays de l'IMOA feraient monter ses points.

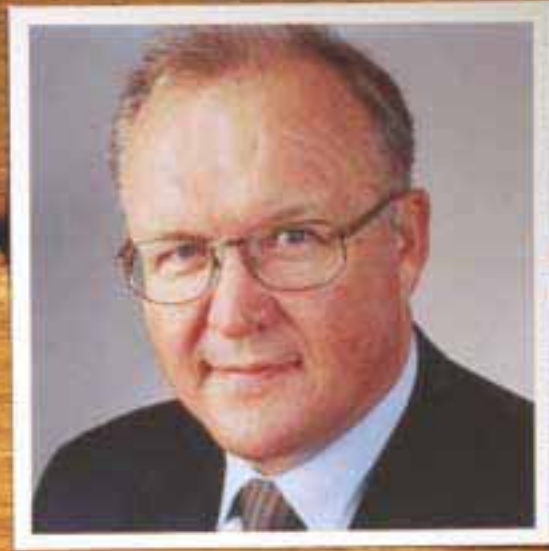


Bulletin scolaire

Nom : Tony Blair Pays : Royaume-Uni
 Nombre de points : $\frac{76}{100}$ Note générale : B Rang dans la classe : 5^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	D
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	D
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	A
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	B
Fournir une aide de qualité à l'éducation	A

Remarques du professeur
 Le dossier de Tony a indéniablement progressé. Il fournit davantage d'aide, une part plus importante est dédiée à l'aide à l'éducation de base, la concentration sur les plus pauvres est accrue, et 100 pour cent de son aide à l'éducation est non liée. Il a fait des promesses qui devraient améliorer davantage encore ses notes dans les années à venir - en fixant par exemple, une date pour atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international. S'il veut véritablement devenir le premier de la classe, il devra encore améliorer le financement de l'éducation primaire, et analyser son budget d'expertise.



Bulletin scolaire

Nom : Goran Persson

Pays : Suède

Nombre de points : $\frac{84}{100}$

Note générale : B

Rang dans la classe : 4^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	A
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	D
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	B
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	A
Fournir une aide de qualité à l'éducation	A

Remarques du professeur

Goran démontre aux autres ce qui peut être réalisé. Il devrait maintenant améliorer la coopération avec les autres dans l'Initiative de mise en œuvre accélérée, et se concentrer sur les pays où un grand nombre de filles n'ont pas accès à l'école. Dans tous les autres domaines, ses résultats sont excellents, et il peut être fier de lui.



Bulletin scolaire

Nom : Samuel Schmid

Pays : Suisse

Nombre de points : $\frac{59}{100}$

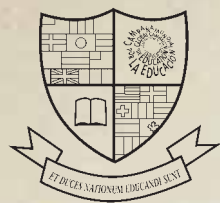
Note générale : C

Rang dans la classe : 8^{ème}

Matière	Note (A-F)
Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international	D
Fournir une participation équitable au financement nécessaire à l'Education primaire universelle	F
S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats	C
Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	B
Fournir une aide de qualité à l'éducation	B

Remarques du professeur

Samuel n'a pas fait beaucoup évoluer la note suisse depuis le dernier bulletin scolaire. Il a légèrement augmenté le budget de l'aide, mais n'a toujours pas fourni sa part dans le soutien à l'éducation de base. Il continue à maintenir une excellente tradition d'aide non liée. Pour le reste, c'est dommage que sa nomination n'ait pas fait monter les notes.



Indicateur 1 : Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international

Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Produit National Brut (PNB)

Pour fournir une éducation de qualité à tous, il ne suffit pas d'investir dans l'éducation. Pour garantir aux enfants du monde une éducation de bonne qualité, il est indispensable de disposer de ressources pour la santé, l'eau et l'hygiène, ainsi que pour l'infrastructure. Ces ressources sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit de scolariser des filles. Quand une famille est touchée par la mort ou la maladie par exemple, les filles sont souvent les premières à devoir quitter l'école pour prendre soin des membres de la famille ou s'occuper de leurs frères et sœurs.

La première fois où les pays riches se sont mis d'accord sur un objectif d'aide s'élevant à 0,7 pour cent de leur produit national brut (PNB), c'était en 1970. Si tous les pays riches atteignaient cet objectif, cela signifierait suffisamment de ressources disponibles pour éradiquer la pauvreté, et pour assurer à tous les enfants le droit à une éducation de qualité. Mais aujourd'hui, seuls cinq pays riches se montrent à la hauteur.

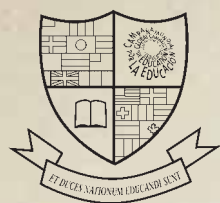
Notation :

- A : 0,7% ou plus du PNB est alloué à l'aide
- B : 0,55-0,69%
- C : 0,4-0,54%
- D : 0,25-0,39%
- E : 0,1-0,24%
- F : 0,1% ou moins

Tableau 1 : Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international

Pays	APD nette en % du PNB 2003	Points sur 20	Note (A-F)
Norvège	0,92	20	A
Danemark	0,84	20	A
Luxembourg	0,81	20	A
Pays-Bas	0,80	20	A
Suède	0,79	20	A
Belgique	0,60	17	B
France	0,41	12	C
Irlande	0,39	11	D
Suisse	0,39	11	D
Finlande	0,35	10	D
Royaume-Uni	0,34	10	D
Allemagne	0,28	8	D
Australie	0,25	7	D
Canada	0,24	7	E
Espagne	0,23	7	E
Nouvelle-Zélande	0,23	7	E
Portugal	0,22	6	E
Grèce	0,21	6	E
Japon	0,20	6	E
Autriche	0,20	6	E
Italie	0,17	5	E
Etats-Unis	0,15	4	E

Source des données : Base de données CAD, OCDE, Tableau 1, 2003



Indicateur 2 : Fournir une participation équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

Mesuré par le montant que chaque bailleur de fonds alloue à l'éducation de base par rapport au montant que chaque bailleur de fonds devrait donner pour combler le déficit de financement pour l'accès universel à l'éducation primaire, selon son produit national (PNB)

A Dakar au Sénégal, en l'an 2000, les pays riches ont convenu que : 'aucun pays sérieusement engagé dans l'Education pour tous ne verra la réalisation de cet objectif contrecarré par une insuffisance de ressources.' Il était essentiel pour l'Education pour tous de réaliser l'égalité des sexes dans l'éducation, et notamment d'éliminer les disparités sexuelles dans l'éducation primaire et secondaire avant 2005. Pourtant, 70 pays ne vont certainement pas atteindre ce but et 60 millions de filles à travers le monde resteront exclues de l'éducation.

En 2001, l'ONU a calculé qu'il faudrait 5,6 milliards de dollars supplémentaires par an pour financer une participation universelle des filles comme des garçons dans l'éducation primaire. Les bailleurs de fonds des pays riches devraient partager ce besoin de financement complémentaire de manière équitable entre eux, les pays les plus riches assumant une plus grosse partie de la charge financière que les moins fortunés. Il est triste de constater que deux pays riches seulement ont alloué le financement qui leur est demandé pour combler le déficit.

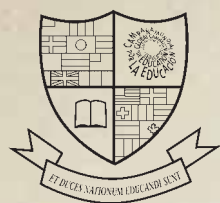
Notation :

A : 100% ou plus de la participation équitable à l'aide à l'éducation primaire sont fournis
 B : 80-99,9%
 C : 60-79,9%
 D : 40-59,9%
 E : 20-39,9%
 F : 19,9% ou moins

Tableau 2 : Fournir une participation équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

Pays	Aide à l'éducation de base, en millions de dollars, 2003	PNB du bailleur de fonds en % du PNB total du CAD	Participation équitable aux 5,6 milliards de dollars, selon le PNB du bailleur de fond, en millions de \$	% de participation équitable réellement donné	Points sur 20	Note (A-F)
Norvège	80,58	0,8	57,6	14,02	20	A
Pays-Bas	162,8	1,8	129,3	125,9	20	A
Grèce	36,7	0,6	44,8	82,1	16	B
Canada	164,9	3,1	221,0	74,6	15	C
Royaume-Uni	268,4	6,6	473,6	56,7	11	D
Suède	41,03	1,1	78,2	52,5	10	D
Irlande	17,3	0,5	33,0	52,2	10	D
France	227,42	6,3	456,3	49,8	10	D
Danemark	18,2	0,8	54,0	33,7	7	E
Finlande	12,2	0,6	41,5	29,4	6	E
Australie	36,2	1,8	127,6	28,3	6	E
Nouvelle-Zélande	4,4	0,3	19,0	23,3	5	E
Suisse	15,5	1,2	87,2	17,8	4	F
Espagne	37,3	3,0	217,3	17,2	3	F
Belgique	13,5	1,1	79,7	17,0	3	F
Allemagne	96,8	8,6	619,5	15,6	3	F
Portugal	5,2	0,5	37,7	13,7	3	F
Japon	127,6	15,7	1132,7	11,3	2	F
Etats-Unis	226,8	39,5	2842,7	8,0	2	F
Autriche	4,3	0,9	64,8	6,8	1	F
Italie	3,1	5,2	376,4	0,8	0	F
Luxembourg			Données non disponibles		0	F

Sources des données : Base de données CAD, OCDE, Tableau 1, 2003 ; Base de données CAD, OCDE, Tableau 5, 2003 and 2002



Indicateur 3 : S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats

Mesuré par la 'participation équitable' que les pays ont apporté à l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour Tous

L'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour tous (EPT – IMOA) apporte un soutien financier à des pays en développement qui présentent des plans de qualité en faveur de l'éducation. Le plan éducatif proposé doit inclure une stratégie pour l'éducation des filles. L'Initiative de mise en œuvre accélérée offre un bon moyen aux bailleurs de fonds pour fournir une aide coordonnée aux pays où elle peut être efficace le plus rapidement possible.

Cet indicateur mesure combien les riches bailleurs de fonds ont apporté à l'IMOA, en comparaison avec ce qu'ils devraient apporter en fonction de leurs fortunes respectives. Seuls cinq bailleurs de fonds ont fourni leur participation équitable en 2004. Les pays approuvés par l'IMOA sont donc entravés dans leurs projets, y compris ceux liés à la scolarisation des filles. Le Yémen par exemple, manque de 97 millions de dollars en 2005 pour développer un programme de subventions qui s'est montré très efficace pour attirer des filles pauvres à l'école.

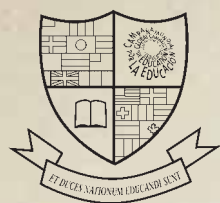
Notation :

- A : 100% ou plus de la participation équitable sont apportés
- B : 70-99,9%
- C : 50-69,9%
- D : 30-49,9%
- E : 0,1-29,9%
- F : 0%

Tableau 3 : S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats

Pays	Participation financière équitable nécessaire pour combler le déficit des 12 pays approuvés par l'IMOA, en fonction du PNB, 2004, en millions de dollars	Montant promis aux pays approuvés par l'IMOA, en millions de dollars, 2003/2004	Montant promis en % de la participation équitable	Points sur 20	Note (A-F)
Norvège	4,8	25,3	531,9	20	A
Canada	18,3	56,4	308,4	20	A
Pays-Bas	10,7	29,2	273,1	20	A
Royaume-Uni	39,2	92,0	234,6	20	A
Danemark	4,5	4,6	101,7	20	A
Suède	6,5	5	77,2	15	B
Irlande	2,7	1,8	66,6	13	C
Suisse	7,2	4,8	66,0	13	C
Belgique	6,6	2,9	44,2	9	D
Allemagne	51,3	18,7	36,5	7	D
Japon	93,8	33,4	35,6	7	D
France	37,8	13,3	35,1	7	D
Espagne	18,0	5,2	29,1	6	E
Etats-Unis	235,3	20,3	8,6	2	E
Portugal	3,1	0,2	7,1	1	E
Italie	31,2	2	6,4	1	E
Autriche	5,4	0,1	2,5	1	E
Nouvelle-Zélande	1,6	0,03	2,1	0	E
Australie	10,6	0,008	0,1	0	E
Finlande	3,4	0	0	0	F
Grèce	3,7	0	0	0	F
Luxembourg	0,5	0	0	0	F

Sources des données : EFA-FTE Status of Implementation Report November 2004 ; Catalytic Progress Report March 2005 ; Base de données CAD, OCDE, Tableau 1, 2003 et Creditor Reporting System, OCDE, Tableau 2, Commitments, Aggregated by Sectors, 2003 and 2002



Indicateur 4 : Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Mesuré par le pourcentage d'aide à l'éducation alloué aux pays les plus pauvres, et à ceux où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'école primaire

Les pays les plus pauvres du monde sont ceux qui dépendent le plus du financement de l'aide pour les investissements dans l'éducation, et les moins aptes à atteindre les objectifs internationaux d'éducation. Un certain montant d'aide peut se révéler approprié pour des pays à revenu moyen ayant d'importantes poches de pauvreté, et ceci est reflété dans la notation. Néanmoins, un trop grand nombre de pays riches continuent d'allouer l'aide en fonction de leurs liens politiques, sécuritaires, culturels et militaires au détriment de ceux qui en ont le plus besoin.

Les pays les plus pauvres sont aussi ceux qui tendent à avoir les résultats les plus faibles concernant l'éducation des filles, et en 2005 un nouvel indicateur a été ajouté, qui mesure avec davantage de précision la quantité d'aide qui va aux pays ayant les plus gros problèmes pour scolariser les filles dans l'éducation primaire – ceux qui présentent un taux d'inscription des filles à l'école primaire inférieur à 75 pour cent. Seuls six pays bailleurs de fonds concentrent véritablement leur aide sur les plus pauvres, et seuls sept pays donnent plus de la moitié de leur aide à des pays présentant les taux d'inscriptions de filles à l'école primaire les plus faibles.

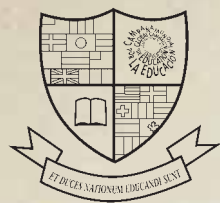
Notation :

A : 18-20 points au total
 B : 15-17
 C : 10-14
 D : 6-9
 E : 3-5
 F : 0-2

Tableau 4 : Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Pays	% d'aide à l'éducation dans les pays à revenu faible	Points sur 10	% d'aide à l'éducation dépensé dans des pays où les inscriptions de filles en primaire sont inférieures à 75%	Points sur 10	Total des points sur 20	Note (A-F)
Danemark	98,9	10	84,9	10	20	A
Irlande	87,8	10	54,3	10	20	A
Norvège	90,9	10	49,8	10	20	A
Suède	85,7	10	66,6	10	20	A
Pays-Bas	72,1	8	48,5	10	18	A
Finlande	66,9	7	63,1	10	17	B
Royaume-Uni	83,0	10	37,6	7	17	B
Belgique	67,5	7	45,7	9	16	B
Italie	62,1	6	55,4	10	16	B
Portugal	99,4	10	32,2	6	16	B
Suisse	60,0	5	55,6	10	15	B
Canada	70,5	8	31,1	5	13	C
Luxembourg	67,9	7	24,3	4	11	C
Australie	22,7	0	62,1	10	10	C
Japon	75,2	9	13,1	1	10	C
Etats-Unis	57,0	4	34,9	6	10	C
Allemagne	57,1	4	21,4	3	7	D
France	42,3	1	26,0	4	5	E
Nouvelle-Zélande	55,0	4	15,0	1	5	E
Espagne	36,4	0	21,8	3	3	E
Autriche	19,8	0	6,0	0	0	F
Grèce	0,7	0	0,2	0	0	F

Sources de données : Creditor Reporting System, OCDE, Tableau 2, Commitments, Aggregated by Sectors, 2003 and 2002; UNICEF



Indicateur 5 : Fournir une aide de qualité à l'éducation

Mesuré par le pourcentage de l'aide à l'éducation qui n'est pas liée, combiné avec le pourcentage non dépensé en Assistance technique

Lorsque l'aide est liée, le bailleur de fonds émet des restrictions sur la façon dont l'argent qu'il donne peut être dépensé, et demande souvent qu'il soit utilisé pour des biens et des services provenant du pays bailleur de fonds. Avec l'aide liée, la rentabilité de l'argent est moins élevée et l'intérêt du pays bailleur de fonds est placé au-dessus de celui du pays bénéficiaire.

Le Bulletin scolaire de cette année distingue un autre aspect de la mauvaise utilisation de l'aide à l'éducation par les bailleurs de fonds – la concentration de l'aide sur l'Assistance technique, ou sur les expertises et les études, souvent fournies par des conseillers du pays bailleur de fonds. L'Assistance technique peut être utile dans des pays en développement, mais l'affectation d'importants montants de l'aide à cet usage empêche le financement d'autres investissements pour l'éducation. C'est un moyen onéreux de dépenser l'argent de l'aide, surtout lorsque l'Assistance technique est fournie par du personnel du pays bailleur de fonds. La moitié des bailleurs de fonds dépensent plus de 80 pour cent de leur aide à l'éducation en Assistance technique.

Notation :
 A : 18-20 points au total
 B : 15-17
 C : 10-14
 D : 6-9
 E : 3-5
 F : 0-2

Tableau 5 : Fournir une aide de qualité à l'éducation

Pays	% d'aide à l'éducation non liée	Points sur 10	% d'aide à l'éducation non dépensée en Assistance technique	Points sur 10	Total de points sur 20	Note (A-F)
Irlande	100	10	93	10	20	A
Norvège	100	10	76	10	20	A
Danemark	93,7	9	98	10	19	A
Suède	86,7	9	95	10	19	A
Royaume-Uni	100	10	55	8	18	A
Pays-Bas	99,9	10	52	7	17	B
Suisse	100	10	39	6	16	B
Grèce	99,8	10	33	5	15	B
Finlande	99,1	10	37	5	15	B
Portugal	98,5	10	11	2	12	C
France	97,0	10	11	2	12	C
Belgique	100	10	0	0	10	C
Canada	60,1	6	27	4	10	C
Japon	39,4	4	43	6	10	C
Luxembourg	Données non disponibles	0	100	10	10	C
Allemagne	76,3	8	9	1	9	D
Australie	66,3	7	10	1	8	D
Nouvelle-Zélande	37,8	4	10	1	5	E
Espagne	8,1	1	18	3	4	E
Autriche	8,6	1	16	2	3	E
Italie	0	0	6	1	1	F
Etats-Unis	Données non disponibles	0	0	0	0	F

Sources des données : Creditor Reporting System, OCDE, Tableau 2, Commitments, Aggregated by Sectors, 2003, 2002, and 2001; EFA-FTI Status Report novembre 2004

Glossaire

Aide liée	Mesures de restriction sur l'origine des produits et des ressources humaines payés par l'aide – ce qui oblige en général les pays destinataires à utiliser des produits et du personnel provenant des pays donateurs. L'aide liée est moins efficace que l'aide non liée, car les pays bénéficiaires ne peuvent pas rechercher le meilleur rapport qualité/prix. En même temps, elle augmente leur dépendance envers les produits et le personnel étrangers. C'est parce que l'aide liée sert leur propre intérêt que les pays riches l'utilisent.
Aide non liée	Le contraire de l'aide liée (cf. plus haut).
Aide publique au développement	Aide fournie par les pays riches aux pays en voie de développement.
APD	Aide publique au développement (cf. plus haut).
Campagne mondiale pour l'éducation	Une alliance mondiale entre des organisations de développement et des syndicats d'enseignants dans 180 pays, qui considèrent l'éducation comme un droit de l'homme et comme la clé de la lutte contre la pauvreté.
Déficit de financement de l'éducation	Somme d'argent encore nécessaire au financement de l'Éducation pour tous.
Dirigeants mondiaux	Chefs de gouvernement de tous les pays du monde.
Éducation pour tous	Accès à une éducation de base gratuite pour tous les citoyens du monde.
Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous	Un système mis au point par les pays riches, dont l'objectif est de garantir aux pays en voie de développement avec des projets éducatifs valables qu'ils recevront le soutien financier dont ils ont besoin. Jusqu'à présent, les pays riches ont donné moins de la moitié de l'argent nécessaire pour réussir le démarrage de l'initiative.
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
PRF et PMA	Les PRF (Pays à revenu faible) ont un PNB de 745\$ ou moins par personne, en 2001. Ils sont au nombre de 64, parmi lesquels 49 sont des PMA (Pays les moins avancés), qui souffrent en outre de graves problèmes liés au faible niveau de vie et à l'insécurité économique.
PNB	Produit national brut (cf. plus bas).
Produit national brut	Somme de tous les revenus perçus par les citoyens d'un pays sur une année donnée. Les pays qui ont un PNB élevé sont plus riches que ceux avec un PNB plus bas.
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Notes et calculs

Tout comme dans le Bulletin scolaire de 2003, les chiffres sont tirés des données fournies par les bailleurs de fonds des pays riches à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), seule source disponible de données globalement comparables. Une explication complète de la méthode et des calculs utilisés est fournie dans cette section.

Les 22 pays bailleurs de fonds sont tous membres de l'organisme officiel des bailleurs de fonds de l'OCDE, le Comité d'aide et de développement (CAD). A eux tous, ils possèdent plus de la moitié des richesses mondiales et fournissent la majeure partie de l'aide mondiale. Comme en 2003, les épreuves sont basées sur des principes que les 22 pays ont tous déclaré vouloir faire respecter : fournir un niveau global d'aide qui réponde aux objectifs reconnus au niveau international ; apporter une contribution équitable à l'éducation de base ; s'engager fermement à coordonner leurs actions entre eux et à soutenir des plans de qualité pour l'éducation ; se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation ; et fournir une aide de qualité.

Cette fois, nous avons eu des données plus complètes à exploiter, et moins de pays ont été pénalisés pour des lacunes dans leurs données. Néanmoins, des carences dans les rapports des bailleurs de fonds et dans les systèmes de classification de l'aide nous ont empêché de rendre compte de tous les aspects de l'aide comme nous l'aurions souhaité. Si quelques pays ont déjà rendu leurs rapports sur la répartition de l'aide à l'OCDE pour 2004, la plupart ne l'ont pas fait et nous avons dû utiliser les chiffres de 2003. Seulement quelques pays fournissent à l'OCDE des informations complètes concernant les décaissements réels (comparés aux simples engagements). Les données ne montrent pas les montants réellement dépensés pour soutenir les besoins de base des systèmes éducatifs nationaux – un chiffre qui, selon la Banque mondiale, se situerait 25-50 pour cent en dessous de l'aide totale déclarée par les bailleurs de fonds. D'autre part, les données ne tiennent pas compte non plus de la portion croissante d'aide fournie en soutien budgétaire ou sectoriel, et pour lesquels la part dédiée à l'éducation est en grande partie non enregistrée. Il a été extrêmement difficile aussi d'obtenir des informations valables sur les flux de reconduction de l'aide aux 13 pays de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA).

Les résultats finaux de ce Bulletin scolaire ne sont pas directement comparables avec ceux du Bulletin scolaire de 2003. Le rapport de cette année a été affiné, si bien que deux des indicateurs comportent de nouveaux éléments et certaines des hypothèses sous-jacentes ont changé. Les échelles des notes finales ont également été modifiées.

Indicateur 1 : Atteindre l'objectif d'aide reconnu au niveau international

Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Produit National Brut (PNB).

Notation :

28,6X où X = ADP en % du PNB. La note maximum est 20, atteinte en contribuant à hauteur de 0,7% ou plus.

Indicateur 2 : Fournir une participation équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

Mesuré par le montant que chaque bailleur de fonds alloue à l'éducation de base, par rapport au montant qu'il devrait donner pour combler le déficit de financement de 5,6 milliards de dollars en fonction de son produit national (PNB).

Notation :

0,2X où X = % de la participation équitable au financement fournie. La note maximum est atteinte en contribuant à hauteur de 100% ou plus.

Analyse des données :

- Les notes sont déterminées à partir du financement total requis pour réaliser l'éducation primaire universelle – en plus des contributions actuelles à l'éducation de base. Comme les niveaux de l'aide varient d'une année à l'autre, nous avons utilisé le déficit financier de l'éducation de base (5,6 milliards de dollars d'aide supplémentaire par an) estimé en 2001 par l'UNESCO comme point de référence pour calculer les participations équitables des bailleurs de fonds.
- Il n'est pas possible d'obtenir des chiffres pour l'aide à l'éducation primaire. L'éducation de base est une catégorie de remplacement, plus large, définie par le CAD : 'éducation primaire, formation à l'autonomie des jeunes et des adultes et éducation de la petite enfance'.
- L'aide à l'éducation comporte également des engagements non spécifiés, qui peuvent inclure un soutien au secteur général (c.-à-d. non lié à un projet). L'hypothèse est qu'un tiers de l'aide à des budgets d'éducation non spécifiés va à l'éducation de base. En conséquence, l'éducation de base totale est calculée comme suit : [aide à l'éducation de base + (aide à l'éducation non spécifiée/3)].
- Certains pays rendent compte de leurs données d'aide sectorielle par des engagements, d'autres par des décaissements bruts. Cependant, les neuf bailleurs de fonds qui ont déclaré des engagements en 2003 ont décaissé au moins 75 pour cent de leurs engagements d'aide totaux ; en conséquence et contrairement au Bulletin scolaire de 2003, nous n'avons donc pas estimé nécessaire d'ajuster les données,.

- Données manquantes : seules les données de 2002 sont disponibles pour l'APD à l'éducation de l'Irlande. Le Luxembourg n'a fourni aucune donnée depuis 2000 et une note de 0 pour non-communication de données lui est attribuée.

Indicateur 3 :

S'engager à travailler en coordination pour améliorer les résultats

Mesuré par la 'participation équitable' que les pays ont apporté à l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education pour Tous (EPT-IMOA).

Notation :

0.2X où X = % de participation équitable au financement octroyé à l'Initiative de mise en œuvre accélérée. La note maximum est atteinte en contribuant à hauteur de 100 pour cent ou plus.

Analyse des données :

- L'IMOA est un 'partenariat global pour l'éducation' et la tentative la plus ambitieuse à ce jour de mettre en place un mécanisme international de financement pour l'éducation. C'est pourquoi nous avons intégré cet indicateur qui exprime une mesure de l'engagement du bailleur de fonds à collaborer avec les autres.
- Le montant d'argent nécessaire résulte d'estimations du coût total de l'éducation primaire moins le financement gouvernemental disponible, pour les 12 pays approuvés par l'IMOA en 2004.
- La proportion de ce total qui constitue la 'participation équitable' de chaque bailleur de fonds à la facture de l'IMOA a été calculée sur la base du PNB du bailleur de fonds, en pourcentage du total des 22 PNB du CAD.
- Le montant promis par chaque bailleur de fonds à l'IMOA en 2004 est la somme des promesses du bailleur de fonds au Fonds catalytique en 2004 (enregistrées dans le Rapport de situation de l'IMOA) et de l'aide du bailleur de fonds à l'éducation de base dans les 12 pays approuvés (données provenant du CAD). Les données du CAD ne sont disponibles que pour 2003, mais ont été utilisées comme approximations pour 2004. Certains bailleurs de fonds auront peut-être été favorisés par cette méthode, car on ne sait pas quelle portion de cette aide à l'éducation de base est fournie par le biais des mécanismes de l'IMOA. Les bailleurs de fonds devraient rendre ce type de données disponibles au public dans les Rapports de situation de l'IMOA, mais ce n'est pas le cas actuellement.
- Les engagements des bailleurs de fonds excluent les engagements faits au Fonds de développement de programmes d'éducation, qui donne des informations sur le développement de plans nationaux au-delà des 12 pays approuvés. Jusqu'à présent, seule la Norvège a déposé 5 millions de dollars sur le compte du Fonds pour 2005, et le Royaume-Uni a promis 1 million de dollars pour la même année.

Indicateur 4 :

Se concentrer sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Mesuré par a) le pourcentage d'aide à l'éducation alloué aux PRF (Pays à Revenu Faible) et b) le pourcentage alloué aux pays où le taux d'inscription des filles dans le primaire est inférieur à 75 pour cent.

Notation :

(a) $0.25(X-40)$ où X = % de l'aide à l'éducation alloué aux PRF. La note maximum est 10, atteinte en contribuant à hauteur de 80% ou plus. Le minimum est 0, correspondant à une contribution de 40% ou moins.
 (b) $0.25(X-10)$ où X = % de l'aide à l'éducation alloué à des pays où le taux d'inscription des filles dans le primaire est égal ou inférieur à 75 pour cent. La note maximum est 10, atteinte en contribuant à hauteur de 50% ou plus. Le minimum est 0, correspondant à une contribution de 10% ou moins.

Analyse des données :

- Seules les données des engagements sont disponibles, et elles peuvent différer de la mesure plus standard des décaissements bruts. Mais les engagements représentent malgré tout une déclaration d'intention sur la direction des flux de l'aide.
- Cette analyse ne tient pas compte de l'aide 'non affectée' (qui est utilisée pour des projets et des programmes régionaux ou multilatéraux), contrairement à l'indicateur de 2003, qui s'efforçait de répartir l'aide non affectée selon des calculs approximatifs de la proportion de PMA/PRF dans chaque région.
- Les données concernant les taux nets d'inscription dans le primaire pour des filles proviennent de l'UNICEF. Trente-sept pays ont des taux nets d'inscription dans le primaire inférieurs à 75 pour cent. On ne s'attend pas à ce que les bailleurs de fonds interviennent tous dans tous ces 37 pays, ni à ce que toute l'aide à l'éducation soit concentrée sur ces pays. C'est pourquoi une note de A est attribuée aux bailleurs de fonds qui allouent 50 pour cent ou plus de leur aide à l'éducation à ces pays.
- Données manquantes : pour le Luxembourg, seules les données de 2002 sont disponibles.

Indicateur 5 :

Fournir une aide de qualité à l'éducation

Mesuré par a) le pourcentage de l'aide à l'éducation non liée, et b) le pourcentage non dépensé en Assistance technique.

Notation :

(a) 0,1X où X = % de l'aide non liée.
 (b) 0,143X où X = % de l'aide non dépensé en Assistance technique. La note maximum est 10, obtenue en allouant 70% de l'aide ou plus à des dépenses autres que l'Assistance technique.

Analyse des données :

- Les bailleurs de fonds ont été pénalisés de la même façon pour l'aide partiellement liée (liée à l'achat de biens auprès du pays bailleur de fonds et/ou auprès de pays en développement) et pour l'aide liée (achat auprès du pays bailleur de fonds).
- Toutes les données ont été calculées comme des engagements.
- Les données de Coopération technique datent de 2002 et sont basées sur des calculs effectués pour le Rapport de situation de novembre 2004 de l'EPT-IMOA. Bien qu'il n'existe pas de preuve de la relation entre les montants dépensés pour Assistance technique et son efficacité (ce qui reflète le fait qu'une très faible partie de l'aide est évaluée correctement), nous avons choisi cet indicateur pour faire ressortir la forte proportion d'aide à l'éducation dévolue à l'Assistance technique, au détriment d'autres investissements.
- Les données sur l'aide liée dans le secteur éducatif se sont améliorées. Néanmoins, toute l'aide à l'éducation n'est pas déclarée en fonction de son statut d'aide liée ou non, et la proportion a donc été calculée pour les données déclarées comme telles. Nous avons utilisé des données de 2002 pour les Pays-Bas et le Japon et de 2001 pour l'Italie. Les Etats-Unis et le Luxembourg ont vu leurs scores finaux pénalisés pour non-communication de données récentes.

Note finale

La note finale a été attribuée en fonction des points suivants, sur 100. Les cinq indicateurs ont tous été considérés comme ayant une importance équivalente : A = 90-100, B = 70-89, C = 50-69, D = 30-49, E = 20-29, F = 0-19

Questions en suspens

Les données du CAD sur lesquelles repose le Bulletin scolaire minimisent l'aide à l'éducation, car l'aide affectée par le biais des budgets nationaux n'est pas classifiée en catégories sectorielles. Ceci pénalise des bailleurs de fonds comme le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, qui possède son propre système de classification et estime qu'environ 20 pour cent de son soutien budgétaire va à l'éducation. Malheureusement, le manque de données globalement comparables entrave les calculs exacts pour les Indicateurs 2 à 5.

Remerciements

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition d'ONG et de syndicats qui agissent dans plus de 100 pays pour le droit à une éducation gratuite et de qualité pour tous. La CME est membre de l'Action mondiale contre la pauvreté, de l'Initiative pour l'éducation des filles de l'ONU et de la Coalition mondiale sur les femmes et le sida.

Ceci constitue un rapport indépendant et ne reflète pas nécessairement les points de vue de tous nos membres. Ce rapport a été documenté et rédigé par Anne Jellema et Arabella Fraser. De nombreuses personnes faisant partie de la CME ou extérieures à l'organisation ont apporté une aide précieuse, mais nous remercions tout particulièrement Caroline Bastable, Sita Dewkalie, Simon Ellis, Eva Gorsse, Caroline Green, Laura Gregory, Nicolas Guihard, Joern Kalinski, Max Lawson, Nicole Metz, Karen Mundy, Amy North, Steve Packer, John Padget, Kate Raworth, Karen Schroh, Abby Spring and Izuko Suzuki.

© Campagne Mondiale pour l'Education 2005
Édité par la Campagne mondiale pour l'Education en 2005

5 bd. du Roi Albert II
B-1210, Bruxelles, Belgique
Internet : www.campaignforeducation.org
E-mail : info@campaignforeducation.org

Tous droits réservés. La publication peut être reproduite par n'importe quelle méthode sans honoraires pour recommandation, faisant campagne, et buts d'enseignement, sauf pour la vente et autres buts lucratifs. Le détenteur de droit réservés demande que toute utilisation soit inscrite auprès de son organisme pour l'évaluation d'impact. Pour la copie dans toutes autres circonstances, ou pour la réutilisation ou pour la traduction ou l'adaptation, la permission préalable doit être obtenue par écrit au près de l'éditeur, et des honoraires peuvent être requis.

Campagne Mondiale pour
l'EDUCATION
www.campaignforeducation.org

Membres régionaux et internationaux

ActionAid International
ANCEFA
ASPBAE
CAMFED
CARE
CEAAL
Education International
FAPE
FAWE
Fe y Alegria
Global March Against Child Labour
Ibis
Inclusion International
NetAid
Oxfam International
PLAN International
Public Services International
REPEM
Save the Children Alliance
SightSavers International
VSO
World Alliance of Girl Guides and Girl Scouts
World Vision International

Coalitions nationales issues des sociétés civiles

Afrique du Sud : GCE-SA
Bangladesh : CAMPE
Brésil : CDE
Burkina Faso : CCEB
Canada : Canadian GCE Alliance
France : Solidarité Laïque
Gabon : CONCEG
Gambie : GEFA
Ghana : GNECC
Inde : NCE
Indonésie : E-Net for Justice
Irlande : Irish GCE Coalition
Japon : JNNE
Kenya : Elimu Yetu Coalition
Lesotho : LEFA
Libéria : ALPO
Malawi : CSCQBE
Mali : ASSAFE
Mozambique : MEPT
Nigeria : CSACEFA
Pakistan : EFA Network
Royaume-Uni : UK GCE Group
Salvador : CIAZO
Sierra Léone : EFA Network
Suède : Swedish EFA Forum
Tanzanie : TEN/MET
Togo : CNT/CME
Zambie : ZANEC

